**Montréal dimanche 22 mars 2009** Le plus grand quotidien français d'Amérique 125e année N° 150 46 pages, 4 cahiers **89 ¢** taxes en sus – Édition provinciale **97 ¢**
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

NE MANQUEZ PAS NOTRE GRILLE BLANCHE **LECTURES** PAGE **5**

cyberpresse.ca
LA PRESSE



**FUGUES**

## ENTRE LA FUITE ET LA DOULEUR

Chaque année, environ 5000 jeunes Québécois s'enfuient de chez eux.

**KATIA GAGNON** PAGES **A2** ET **A 3**

**BEAU DOMMAGE**

## 35 ANS DE SOUVENIRS

**EXPRESSO** PAGES **6** ET **7**



## POPEYE A-T-IL RAISON ?

Mythes et réalités sur l'alimentation

**EXPRESSO** PAGES **6** ET **7**



**GABRIELLE ROY**

## CENTENAIRE ET BIEN VIVANTE

**LECTURES** PAGE **1**

*Mon clin d'œil*
***STÉPHANE LAPORTE***
«Vous pouvez enlever vos souliers à crampons et mettre vos jupes courtes.» – Marcel Tremblay

Venez voir mon blogue!
**cyberpresse.ca/laporte**

DIM 6 21924 12352 3

MAPLE LEAFS **5** CANADIEN **2**



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

## « LA SITUATION EST CRITIQUE »

**Même si il refuse de baisser les bras, Alex Kovalev craint de voir le Canadien rater les séries.** **SPORTS** PAGES **1** À **3**

**EXCLUSIF /// REFUGES POUR LES DÉMUNIS**

## UN CADEAU DE NOËL QUI TARDE

Les organismes d'aide aux démunis attendent depuis les Fêtes que Québec et Montréal leur versent 24 millions. **MARTIN CROTEAU** PAGE **A6**

**MORT DE NATASHA RICHARDSON À TREMBLANT**

## UN DRAME QUI LAISSE DES TRACES

**MARTIN CROTEAU** PAGE **A7**

**PARTI LIBÉRAL DU CANADA**

## L'OMBRE DES COMMANDITES SE DISSIPE

**JOËL-DENIS BELLAVANCE** PAGE **A4**



## «JE ME SOUVIENS»... DE QUOI?

Les Québécois sont peu friands d'histoire, révèle un sondage

**VIOLAINE BALLIVY** PAGE **A8**



**JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU**

## LE FLEUVE, PLUS QU'UN OBSTACLE À LA CIRCULATION

**FRANÇOIS CARDINAL** PAGE **A14**

PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE



# CEUX QUI S'ENFUIENT ET CEUX QUI RESTENT

## DES PHOTOS SAISISSANTES

Le groupe En Marge 12-17 a demandé à des parents de jeunes fugueurs d'illustrer, en une photo et une phrase, les sentiments qu'ils ont vécu lors de la fugue de leur enfant. Le résultat, en noir et blanc, est bouleversant.



**Sous la froidure apparente, nos racines s'emmêlent… Que tu le veuilles ou non, on n'aura pas le choix de grandir ensemble… Pourquoi ne pas le faire en harmonie? Tu sais, ça veut aussi dire qu'on ne sera jamais toute seule. J'veux pas te faire de l'ombre… J'veux juste t'aider à grandir.** — DJL, mère.



**C'est juste une paire de souliers, maman… Y'a pas de quoi en faire un cas…** — DJL, mère.



**Image de mots… Image de toi, cher fils, que je n'ai su saisir. Montre-moi le chemin, car je sais t'aimer au-delà de ces paysages.** — LL, mère.



**La paix, La sainte paix, la tranquillité loin de la violence et du harcèlement, quel soulagement. Moment de réflexion: qu'est-ce que tu deviendras?** — LM, mère.




**La jungle urbaine, sa faune souvent douteuse… T'imaginer dans cet univers, surtout quand tombe la nuit, me serre le cœur, comme s'il était dans un étau trop petit pour lui… Je ne trouve le sommeil qu'au lever du jour, épuisée d'inquiétude.** — LL, mère.

# LES VISAGES DE LA FUGUE

La disparition non résolue du jeune David Fortin a braqué les projecteurs sur les fugues d'adolescents. Bon an, mal an, on recense autour de 5000 fugues au Québec. La majorité sont très courtes : après 24 heures de révolte, le jeune rentre chez lui. Cependant, d'autres s'évanouissent carrément dans la nature : la répression policière et l'émergence des gangs de rue ont fait en sorte que les fugueurs disparaissent de plus en plus de l'espace public.

KATIA GAGNON

Il y a un an et demi, Jean Larivée a reçu un appel de son ex-femme. Leur fils de 15 ans avait quitté le domicile de sa mère. Il avait laissé une note. « Je pars. N'appelle pas la police. » Les parents, paniqués, ont immédiatement composé le 911. La police a retrouvé Mathieu quelques jours plus tard dans une autre ville.

« J'aurais voulu le kidnapper, le garder dans un sous-sol et défaire le lavage de cerveau qu'il avait reçu de ses amis dans la rue », raconte le père, qui a encore les larmes aux yeux en évoquant cet épisode.

Jean Larivée avait pourtant tout fait pour protéger son fils à l'adolescence. Il a payé des tuteurs privés pour l'aider à l'école. Il a déménagé dans une banlieue cossue. « Je voulais m'assurer d'être le plus loin possible des éléments du centre-ville de Montréal. »

Mais la révolte de l'adolescence a précisément poussé Mathieu chez les jeunes de la rue, pour qui son père manifestait le plus grand mépris. Après sa fugue initiale, Mathieu est reparti. Il a vécu dehors tout un été. Il a été *squeegee*, il a mendié pour manger, il a pris de la drogue.

Des jeunes comme Mathieu, qui fuient une famille sans histoire, représentent la majorité des 5163 cas de fugue recensés au Québec en 2007. Ces fugues sont généralement très courtes: les deux tiers se règlent en moins de 24 heures. Rapidement, les jeunes se heurtent à la dure réalité de la rue et retournent chez eux.

L'organisme En marge 12-17, qui offre un service d'hébergement d'urgence aux mineurs, reçoit plusieurs de ces fugueurs chaque semaine. Dans le vieil immeuble de la rue Saint-Christophe, en plein cœur du centre-ville, la peinture s'écaille et les planchers craquent. À l'étage, où les murs sont couverts de graffitis complexes, on a aménagé une chambre où trois lits attendent les jeunes en quête d'un toit.

« Plusieurs de ces jeunes sont en fugue, ils ne font pas partie de la rue. Souvent, quand on leur explique exactement ce que c'est, être dans la rue, ils se réveillent. Ils se disent: ouais, ça va mal chez nous, mais c'est 100 fois mieux qu'être ici », explique Eduardo Alvarenga, intervenant de nuit à En marge. Généralement, ces jeunes retournent à la maison d'eux-mêmes, assez rapidement. Non sans avoir vécu, au passage, des expériences difficiles.

### Des enfants de bonne famille

Durant ses semaines d'errance, le fils de Jean Larivée a été témoin de scènes de violence. Il a fait des *badtrips* avec de la drogue de mauvaise qualité. Mais il a fini par rentrer au bercail. Il a repris l'école. « J'envisage l'avenir de mon fils avec optimisme. Alors qu'avant, c'était *no future*. »

Mathieu a accumulé du vécu et son père a lui aussi beaucoup appris. Il a fréquenté les groupes mis sur pied par l'organisme En marge pour les parents de fugueurs afin qu'ils partagent leurs expériences et leurs difficultés.

« On a le réflexe de penser que les jeunes en fugue sont toujours issus de milieux défavorisés. Or, ce n'est pas du tout le cas », souligne Anne Charpentier, qui anime ces rencontres. Les parents participants sont souvent issus de la classe moyenne supérieure. Anne Charpentier se souvient encore de l'appel de cette fille de 13 ans, tombée sous la coupe d'un gang de rue, dont les parents professionnels étaient riches et vivaient dans une villa de rêve.

**Les jeunes qui fuient une famille sans histoire représentent la majorité des 5163 cas de fugue recensés au Québec en 2007.**

Dans les locaux d'En marge 12-17, ces jeunes fugueurs de bonne famille côtoient cependant une autre clientèle, qui, elle, expérimente la rue depuis belle lurette. Comme Isabelle, 17 ans, assise en ce dimanche soir dans la cuisine aux murs verts de l'immeuble de la rue Saint-Christophe. Lorsqu'elle a débarqué dans la chambre de dépannage de l'organisme, elle avait des maux de ventre. On l'a emmenée voir un médecin. Diagnostic: enceinte de deux mois. Elle souffrait aussi de deux infections transmises sexuellement.

Isabelle a quitté la maison de sa mère il y a bientôt deux ans, après avoir été placée dans des ressources de la Direction de la protection de la jeunesse pendant plusieurs années. « Je voulais vivre ma vie », dit-elle. Son sourire coquin est encore celui d'une enfant. Mais quand elle raconte son histoire, on voit à quel point Isabelle est loin de l'enfance. Elle a vécu un peu partout, chez des amis, dans des *squats*. Elle a travaillé comme escorte pendant quelques mois.

Maintenant, elle a trouvé un havre à En marge pour le prochain mois. L'organisme offre cinq lits d'hébergement à plus long terme afin de sortir des jeunes comme Isabelle de leur vie d'errance. Isabelle veut trouver un appartement supervisé, poursuivre sa grossesse et, éventuellement, trouver un emploi.

### Les Centres jeunesse touchés

Dans le salon qui jouxte la cuisine, où trônent des canapés au cuir défraîchi, Pat joue à l'ordinateur. Il trouve le site de son groupe préféré et sa chanson phare, qui ne contient que deux mots: *fuck* et *shit*, répétés sur tous les tons. Pat est lui aussi un enfant de la DPJ: il est placé depuis qu'il est tout petit. Il a fait le tour des ressources, jusqu'au centre sécuritaire, d'où il ne cessait de fuguer. Toujours, il se retrouvait au centre-ville. « J'étais écœuré des règles. Je prenais du bon temps. »

« Les jeunes pris en charge à long terme par la DPJ sont une clientèle vraiment problématique. Ils finissent par haïr les cadres, les centres et, en même temps, ils sont incapables de fonctionner sans ça », observe Sylvain Flamand, de l'organisme Dans la rue, qui a aussi ouvert une ressource d'accueil pour les fugueurs de 12 à 21 ans. Le refuge a été baptisé « le bunker » par les jeunes.

M. Flamand estime que la DPJ doit entreprendre une réflexion sur ces jeunes hébergés à long terme, à qui, selon lui, on nie des expériences essentielles aux adolescents, par exemple la sexualité. « En niant le développement du jeune à ce chapitre, on précipite la fuite », dit-il. Les chiffres du Centre jeunesse de Montréal sont en effet impressionnants: 567 fugues en 2008 seulement. Et il est d'autant plus facile de s'enfuir que la loi bannit désormais les portes verrouillées de la plupart des centres.

Pourtant, depuis 10 ans, les fugues des centres d'hébergement ont diminué. Les intervenants ont opéré un virage majeur dans leur attitude face aux jeunes fugueurs. « On a beaucoup travaillé sur le sens de la fugue. Avant, on était plus en réaction. On a complètement changé notre façon d'accueillir les jeunes après un épisode », souligne Anne Lauzon, de la Direction des services à l'enfance et à l'adolescence.

« Il faut évoluer un peu sur la définition de la fugue », renchérit Claude Villeneuve, du centre jeunesse Bas-Saint-Laurent. « Un adolescent qui finit de travailler à 21h30 et qui n'est pas revenu à minuit un 23 juin, s'il n'est pas suicidaire, je ne le déclare pas en fugue. Il est probablement en train de faire la fête avec ses amis », dit-elle.

Au cours de sa longue carrière, qui s'est déroulée en région mais aussi à Montréal, Claude Villeneuve a géré des dizaines de cas de fugue. Vingt ans plus tard, elle se souvient encore comme si c'était hier de l'histoire de cette jeune dont les parents habitaient l'Abitibi. Dominée par un problème de drogue, la jeune a fui à Montréal après avoir dévalisé la maison parentale. Bijoux, fourrures: elle a tout pris. Les parents ont dû porter plainte à la police contre leur fille.

« Le père est parti de l'Abitibi. Il est descendu à Montréal avec des amis. C'étaient des chasseurs: ils étaient tous armés. Ils ont trouvé la jeune. Très amochée. Tête rasée. Tatouée de partout », raconte M^me^ Villeneuve. Un an et demi plus tard, elle était transformée. En visite au centre d'hébergement le jour de l'anniversaire de sa fille, son père a mis un billet de 100$ sur la table. Un cadeau qu'il a immédiatement repris, avec le commentaire suivant: « Je pense qu'on va commencer à rembourser ta mère. »

**NDLR: Hormis ceux des intervenants, tous les noms ont été changés.**

# CEUX QUI S'ENFUIENT ET CEUX QUI RESTENT



**Les conflits : je me frappe à toi. Je t'en prie, ouvre-moi.** — NDO, mère.



**Je suis là, blessée, seule dans l'immensité de la vie. Moi qui croyais avoir tout réussi. Bourrée de préjugés, j'avais imaginé que l'amour d'une mère pour son enfant était gage de succès. Je suis tombée de haut, ma fierté en a pris un coup. Le silence est tellement lourd. Pourquoi fugues-tu ? Aide-moi à répondre à mes questions.** — MSL, mère.



**Chaque difficulté contient les graines de l'opportunité. Je saisis le moment afin que fleurisse une réalité nouvelle.** — ML, mère.



**Je veux t'aider dans ta souffrance si tu me laisses la chance. Les erreurs du passé éclairent le chemin de la vérité. Les souvenirs demeurent mais nous guident vers de nouveaux horizons.** — ML, mère.



**J'ai confiance que tu trouveras ton chemin, car un parent ne perd jamais espoir dans son enfant.** — FD, père.



**Dans la fugue, tu ne seras pas seule, non. Mais moi, je serai l'exclu qui t'observera de loin en espérant que tout va bien.**

## VOUS CRAIGNEZ QUE VOTRE ENFANT NE FUGUE ?

**VOICI QUELQUES RESSOURCES :**

Le Service de police de la ville de Montréal offre un guide de conseils aux parents :
**www.spvm.qc.ca/fr/service/1_4_2_2_Fugue-conseils.asp**

Le site de l'organisme En marge 12-17 :
**www.enmarge1217.ca**

Le site de l'organisme Dans la rue :
**www.danslarue.org**

Le site du Refuge des jeunes :
**www.refugedesjeunes.org**

# LES FUGUEURS DE MOINS EN MOINS REPÉRABLES

KATIA GAGNON

Sylvain Flamand est inquiet. L'intervenant, qui travaille à l'organisme Dans la rue, observe, comme plusieurs autres spécialistes, que les jeunes fugueurs disparaissent de plus en plus de l'espace public. Ils sont donc d'autant plus difficiles à retrouver.

Il y a 10 ans, les travailleurs de rue qui aident les jeunes sans-abri savaient très bien où se rendre pour rejoindre leur clientèle. « Le travailleur de rue qui se présentait à tel coin de rue à telle heure était certain de voir arriver sa clientèle, dont les nouveaux, qui s'agglutinaient autour des anciens. Les jeunes qui fuguaient avaient des lieux de rencontre, des codes vestimentaires. »

**La répression policière et l'émergence des gangs de rue ont changé l'univers des jeunes en fugue.**

Or, ce n'est plus le cas aujourd'hui. « Les enfants disparaissent complètement de la carte », dit-il. Les jeunes se retrouvent dans des lieux qui échappent aux travailleurs de rue. Des appartements privés, des bars de danseuses, des *peep-shows*. Les intervenants peinent donc à les rejoindre pour leur donner de l'aide.

« Et ces jeunes ne s'identifient plus du tout à l'image de jeunes marginaux. Ils sont dans des bars chic, ils sont dans des univers de *rave*, de culture *yo*, de gangsters. Ils sont propres, bien habillés, très branchés. Et ils sortent avec des messieurs qui leur paient tout ça. »

La répression policière contre les jeunes de la rue et l'émergence des gangs de rue montréalais, toujours à la recherche de recrues pour la prostitution, ont donc totalement changé l'univers des jeunes en fugue. Plusieurs intervenants témoignent d'ailleurs de la facilité avec laquelle les recruteurs des gangs de rue repèrent les jeunes fugueurs à la Station centrale, rue Berri.

« Ils voient les fugueurs débarquer de l'autocar et ça leur prend 10 secondes à les repérer. Alors ils leur offrent le gîte, des vêtements », raconte Claude Villeneuve, du centre jeunesse du Bas-Saint-Laurent, qui a travaillé de longues années à Montréal. À l'époque, de jeunes contrevenants repentis lui avaient montré, sur place, leur façon de procéder pour recruter. D'une déconcertante facilité.

« Les services de la rue sont plus performants que les nôtres », acquiesce ironiquement Sylvain Flamand. Pour réagir à ce phénomène « dramatique », M. Flamand a mis sur pied, depuis un an, une recherche-action avec tous les partenaires concernés. Les résultats seront connus dans quelques mois.

## SOMMAIRE


| | | | |
|---|---|---|---|
| Amusez-vous ! | SANTÉ 10 | Loteries | A10 |
| Astrologie du jour | SANTÉ 7 | Monde | A20 |
| Décès | SANTÉ 9 | Personnalité | LECTURES 10 |
| Forum | A16 et 17 | Petites annonces | SANTÉ 5 |
| Grille blanche | LECTURES 5 | Sudoku | A18 |
| Horaire télévision | LECTURES 8 | | |


## Météo

Passages nuageux en après-midi, maximum **1**, minimum **-12**. SANTÉ **8**


VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL ?
commentaires@lapresse.ca

POLITIQUE

# Les commandites semblent oubliées

## Pendant le congrès du PLC-Québec, les militants ont savouré leur unité retrouvée

JOËL-DENIS BELLAVANCE

LAVAL — Depuis que Michael Ignatieff a pris les commandes du Parti libéral, les militants estiment s'être débarrassés pour de bon du boulet que représentait le scandale des commandites.

Ce scandale, qui a éclaté au grand jour en février 2004 après la publication d'un rapport accablant de la vérificatrice générale Sheila Fraser sur la gestion du programme des commandites, a fait perdre des plumes aux libéraux aux trois derniers scrutins.

Aux élections de 2004, les libéraux de Paul Martin n'ont pu faire mieux que former un gouvernement minoritaire. Aux élections de janvier 2006, tenues après la publication du rapport du juge John Gomery sur le scandale des commandites, les libéraux ont perdu le pouvoir au profit des conservateurs de Stephen Harper.

**« Je reviens. C'est confirmé. Et je ne suis pas la seule qui revient au Parti libéral dans la région de Québec. »**

— Hélène Scherrer, ancienne ministre du Patrimoine du gouvernement Paul Martin

Dans son rapport, le juge Gomery avait conclu que l'aile québécoise du PLC avait profité d'un système de pots-de-vin bien huilé financé à même le programme de commandites, qui devait permettre de rehausser la présence du gouvernement canadien au Québec après le référendum de 1995. Sur la défensive après la publication de ce rapport dévastateur en novembre 2005, le Parti libéral avait été contraint de rembourser plus d'un million de dollars aux contribuables.

Mais trois ans après avoir été relégués sur les banquettes de l'opposition, les libéraux ne semblent plus hantés par ce scandale. Les militants québécois, réunis ce week-end en conseil général à Laval, entrevoient maintenant l'avenir avec optimisme, d'autant plus que le Parti libéral a vu ses appuis augmenter dans les sondages au cours des dernières semaines, en particulier au Québec.

« On ne me parle plus des commandites », a confirmé hier le député libéral d'Honoré-Mercier, Pablo Rodriguez, élu pour la première fois à la Chambre des communes en 2004, en pleine tourmente des commandites. « Les gens ont tourné la page sur cet épisode », a-t-il ajouté du même souffle.

Ministre du Patrimoine dans le gouvernement de Paul Martin avant de mordre la poussière aux élections de juin 2004, Hélène Scherrer a affirmé que l'arrivée de Michael Ignatieff a permis de refaire rapidement l'unité des troupes.

Auparavant déchirés entre les camps de John Turner et de Jean Chrétien dans les années 80 et de Jean Chrétien et de Paul Martin dans les années 90 et 2000, les libéraux ont rarement montré une telle unité autour de leur chef, selon M^me^ Scherrer, qui était députée de la région de Québec.

### Retour au bercail

Cette unité retrouvée a convaincu plusieurs militants libéraux qui étaient demeurés discrets ou qui avaient voté pour le Parti conservateur en 2006 ou en 2008 de rentrer au bercail, a-t-elle affirmé.



PHOTO DAN RIEDLHUBER, ARCHIVES REUTERS

**L'arrivée de Michael Ignatieff à la tête du Parti libéral a permis de refaire rapidement l'unité des troupes et de tourner la page sur la tourmente des commandites, selon les militants libéraux québécois réunis hier à Laval.**

M^me^ Scherrer, qui avait tenté de se faire réélire sans succès en 2006 et qui avait décidé de passer son tour en 2008, compte porter de nouveau les couleurs du Parti libéral aux prochaines élections, qui pourraient avoir lieu l'automne prochain ou au printemps 2010.

« Je reviens. C'est confirmé. Et je ne suis pas la seule qui revient au Parti libéral dans la région de Québec », a-t-elle révélé à *La Presse* hier.

Les quelque 400 militants libéraux sont réunis en fin de semaine afin de faire le point sur les préparatifs électoraux. Le lieutenant politique de Michael Ignatieff au Québec, le député Denis Coderre, a soutenu que les troupes libérales au Québec seront fin prêtes pour partir en campagne électorale dès que leur chef leur donnera le signal de départ et prendra les moyens pour renverser le gouvernement minoritaire de Stephen Harper.






ASSEMBLÉES D'INVESTITURE

# Fini les passe-droits

JOËL-DENIS BELLAVANCE

LAVAL — Les 14 députés libéraux fédéraux du Québec n'auront droit à aucun traitement de faveur aux prochaines élections. Rompant avec la pratique du passé, le Parti libéral du Canada entend organiser des assemblées d'investiture dans chacune des 75 circonscriptions que compte le Québec à la Chambre des communes.

Résultat: les députés libéraux comme Marcel Proulx, Bernard Patry, Raymonde Folco, Justin Trudeau et autres élus pourraient devoir affronter des adversaires dans leur circonscription respective pour porter à nouveau les couleurs du PLC aux prochaines élections. Même le lieutenant politique de Michael Ignatieff, le député de Bourassa, Denis Coderre, n'est pas à l'abri d'une éventuelle contestation.

C'est M. Coderre lui-même qui a confirmé cette décision des hautes instances du parti à l'occasion du conseil général de l'aile québécoise du PLC, qui doit permettre de faire le point sur les préparatifs électoraux. Quelque 400 militants participent à ce conseil général, qui prend fin aujourd'hui avec un discours attendu de Michael Ignatieff.

Selon M. Coderre, plusieurs candidats se sont déjà manifestés. M. Coderre veut d'ailleurs tenir des assemblées d'investiture dans au moins 10 circonscriptions d'ici juin. Ces candidatures multiples démontrent qu'il existe un intérêt nouveau pour le Parti libéral au Québec, selon M. Coderre.

« Il y a un engouement pour le Parti libéral et on ne peut pas restreindre l'enthousiasme. Il y a quatre candidats intéressés dans la Beauce. Ça fait six mois qu'on n'y a pas vu Maxime Bernier! Cela veut dire qu'il se passe quelque chose. Mais cela dit, le chef conserve sa prérogative de nommer un candidat dans telle ou telle circonscription », a expliqué M. Coderre en conférence de presse.

Hier, les libéraux étaient gonflés à bloc à la suite de la parution dans *La Presse* des résultats d'un sondage selon lequel le Parti libéral mène pour la première fois dans les intentions de vote depuis les élections du 14 octobre.

Réalisé par la firme Nanos entre le 13 et le 18 mars, le sondage accorde 36 % des intentions de vote aux troupes de Michael Ignatieff contre 33 % au Parti conservateur et 13 % au NPD. Au Québec, le Bloc québécois se maintient en tête avec 36 % des appuis, contre 32 % au Parti libéral et 19 % au Parti conservateur.

« Ce conseil général marque le retour en force du Parti libéral au Québec », a d'ailleurs lancé Denis Coderre aux militants. « Il ne faut rien tenir pour acquis, mais on sent qu'il y a une tendance. Il faut travailler encore plus fort pour démontrer aux gens qu'on mérite leur confiance », a-t-il toutefois nuancé.

M. Coderre a par ailleurs annoncé les noms des présidents de la prochaine campagne électorale au Québec. Il s'agit de l'avocat Marc-André Blanchard et de la femme d'affaires Denise Verreault. L'organisateur en chef est Pierre Lajeunesse.

M. Coderre a aussi expliqué que le PLC aura trois plateformes distinctes pour le Québec: une pour la région de Montréal, une deuxième pour la région de Québec et une troisième pour les régions du Québec.

EN BREF

## Un député britannique conteste son interdiction de séjour au Canada

Le député britannique controversé George Galloway a indiqué vouloir contester son interdiction de séjour sur le territoire canadien, qu'il a qualifiée d'« absurde, hypocrite et vaine », dans une lettre ouverte publiée dans le *Guardian* hier. Le ministère canadien de l'Immigration a déclaré vendredi George Galloway persona non grata au Canada, notamment en raison de son « soutien financier » au Hamas. Le député, expulsé du parti travailliste en 2003, devait prononcer deux allocutions au Canada, les 30 et 31 mars. Dans sa lettre intitulée « Le Canada ne peut pas me museler », le député du parti Respect estime qu'« interdire à un député britannique de s'exprimer dans des activités publiques et de tenir ses engagements envers des émissions de radio et de télévision est une affaire grave ». Le député pacifiste a jugé que l'engagement militaire du Canada et des autres pays de l'OTAN en Afghanistan représentait une « erreur profonde », en faisant allusion aux frappes aériennes qui ont provoqué des victimes civiles collatérales. Ottawa n'a pas l'intention de « dérouler le tapis rouge » pour un « Cromwell de bazar qui se vante d'apporter un soutien financier au Hamas, une organisation terroriste interdite au Canada », a déclaré Alykhan Velshi, porte-parole du ministre de l'Immigration Jason Kenney dans un courriel adressé vendredi à l'AFP. La Grande-Bretagne a récemment refoulé des personnalités jugées extrémistes, comme le député néerlandais d'extrême droite Geert Wilders, des membres d'une Église baptiste américaine incitant à la haine des homosexuels et le prêcheur musulman islamiste du Qatar, Youssef al-Qardaoui.

— Agence France-Presse

# L'homme et le spa



STÉPHANE LAPORTE
COLLABORATION SPÉCIALE
CHRONIQUE

Vendredi matin, c'est le printemps. C'est aussi mon anniversaire. Quarante-huit printemps, justement. C'est jeune. L'âge d'un joueur de hockey dans la ligue nationale. (Un seul, pour être franc: Chris Chelios. Oui, je sais, il a 47 ans, mais avec tous les *partys* qu'il a derrière la coquille, ça lui fait au moins 48.)

Ma blonde a des plans. Elle veut me donner ce dont j'ai le plus besoin: du repos. Elle nous a réservé une journée au spa. Une journée à se faire dorloter. En même temps. Les deux, un à côté de l'autre. Quelle tendre idée!

Les portes de l'ascenseur s'ouvrent. Nous voilà au 12e étage d'un grand hôtel du centre-ville, au spa Izba. Une dame nous accueille. Autour d'elle, il y a des tablettes remplies de crèmes. Toutes sortes de crèmes. Des crèmes pour le visage, le corps, les pieds, les fesses, des crèmes pour toutes les parties.

La dame parle doucement. Ma blonde lui répond en chuchotant. On se croirait dans une église. L'église de la relaxation. Je me sens bizarre. Pas dans mon élément. L'ambiance est trop crémeuse. Un homme qui débarque dans un spa, c'est comme un homme qui débarque dans un *shower*. Je ne suis pas censé être là.

J'ai l'air de Rémi dans *Les Invincibles*. Vous savez, la fois où il a accompagné sa blonde au yoga. Elle voulait qu'il relaxe lui aussi.

Il faut enlever ses souliers pour mettre des gougounes. J'ai jamais mis de gougounes. Y a un début à tout.

On s'en va se changer. La loge des femmes est grande et spacieuse, celle des hommes est petite et exiguë. La preuve que, ici, nous sommes des touristes. La clientèle est avant tout féminine. Il y a quelques exceptions. Quelques hommes qui ont reçu un chèque-cadeau de leur femme.

L'homme est un ours. Il n'est pas fait pour se faire bichonner. L'homme aime les activités viriles. Escalader l'Everest. Chasser le lion. Crier contre l'arbitre au hockey.

Marie-Pier note mon malaise: « Qu'est-ce que t'as?

– Je sais pas... J'ai l'impression d'être malade. Tu sais, moi, j'aime l'action...

– Ça va te faire du bien. »

Je suis en peignoir noir, je suis prêt. Dernière formalité avant la grande détente: il faut remplir un questionnaire sur notre état de santé. Avez-vous des problèmes cardiaques? Prenez-vous des médicaments? Signez ici pour dégager l'établissement de toute responsabilité.

Je ne m'en vais pas sauter en parachute, je m'en viens me faire masser! Je ne savais pas que le massage était un sport extrême. Ah! les femmes, comme elles sont douillettes. Pourquoi autant de précautions? Il me semble que plus on est mal en point, plus on a besoin de se faire tripoter.

Une gentille massothérapeute vient prendre le formulaire: « Savez-vous en quoi consiste le massage Izba?

– Non.

– Je vais vous l'expliquer. Le massage se donne dans le sauna, car le but est de provoquer un choc thermique qui permet de libérer les toxines contenues dans le gras corporel.

– *Cool*...

– Quand votre corps va transpirer, nous allons avec des feuilles de chêne chauffées vous fouetter légèrement, puis vous frictionner avec du miel avant de vous lancer un seau d'eau froide pour provoquer le choc thermique.

– Ah ben... »

Ma blonde semble ravie. Je suis dubitatif. Pour moi, le concept de repos, c'est s'allonger devant RDS. D'ailleurs, ça ne s'appelle pas RDS pour rien: Relaxation Détente Spa. Avoir trop chaud, puis trop frette et se faire fouetter entre les deux, ça ne me tente pas. Mais c'est le cadeau de ma blonde, et elle est si heureuse de me l'offrir. Surtout qu'elle a choisi tout ça avec la belle-mère. De quoi vais-je avoir l'air? J'ose quand même poser une question: « Vous allez... euh... nous fouetter?

– Pas fort. On va balayer les feuilles de chêne sur votre corps...

– Et l'eau froide va être vraiment froide?

– Glacée.

– Ah ben... »

L'homme a beau être un ours, il n'en est pas moins moumoune. Heureusement, sa compagne le sait mieux que quiconque. Marie-Pier me sourit: « Y me semblait que tu voulais de l'action?

– Pas tant que ça, finalement.

Elle se retourne vers la massothérapeute:

– Est-ce possible de changer le forfait et de prendre un massage normal, sans aucun choc?

– Bien sûr.

Je me sens poche:

– Marie-Pier, si tu veux aller dans le sauna, c'est correct, ça avait l'air de tenter.

– Ce que je veux, c'est être avec toi. »

Ma blonde et moi avons donc eu un massage ordinaire. Qui m'a fait énormément de bien. Ça m'a enlevé tous les nœuds dans le cou, sur les épaules, dans le dos, sur les mollets. Tout le long du massage, j'avais un grand sourire dans le visage. Le sourire du gars qui sait que sa blonde veut être avec lui. Il n'y a pas plus grand bonheur!

Joyeux printemps, tout le monde! Prenez soin de vos amours!

***L'homme est un ours. Il n'est pas fait pour se faire bichonner. L'homme aime les activités viriles. Escalader l'Everest. Chasser le lion. Crier contre l'arbitre au hockey.***

COURRIEL
**Pour joindre notre chroniqueur: stephane@stephanelaporte.com**



PHOTO PETER McCABE, LA PRESSE CANADIENNE

**La Montréalaise Laura Archer a quitté hier l'aéroport de Montréal aux côtés de son ami, Carlos Bernaquez.**

## L'infirmière Laura Archer est de retour à Montréal

LA PRESSE CANADIENNE

L'infirmière montréalaise Laura Archer, prise en otage puis libérée dans la région du Darfour, au Soudan, s'est dite très heureuse d'être de retour à Montréal.

« Je veux dire merci beaucoup à tout le monde pour toute l'inquiétude et l'appui qui ont été exprimés au Canada, dès le moment où l'enlèvement s'est produit », a-t-elle déclaré en anglais, hier, lors d'une conférence de presse tenue à l'aéroport de Montréal.

Mme Archer n'a toutefois pas voulu revenir sur les circonstances de son enlèvement et a préféré exprimer son inquiétude vis-à-vis des gens laissés au Darfour », a dit l'infirmière.

Mme Archer a expliqué qu'elle faisait partie de la seule organisation établie à Saraf Umra, et que plus de 5000 consultations y étaient données chaque mois. « Cette population ne reçoit plus de soins de santé », a-t-elle résumé.

Laura Archer et trois autres travailleurs humanitaires liés à Médecins sans frontières (MSF) avaient été kidnappés le 11 mars, en représailles à un mandat d'arrêt international lancé par la Cour pénale internationale contre le président du Soudan, Omar El-Béchir, pour crimes de guerre au Darfour. Ils avaient été libérés trois jours plus tard.

À l'annonce de l'enlèvement, MSF avait évacué une grande partie de son personnel international de ses projets du Darfour.

Selon l'ONU, 300 000 personnes sont mortes depuis le début du conflit, un chiffre contesté par Khartoum qui évalue à 10 000 les décès liés aux combats.

## EN BREF

### Une femme agressée en pleine rue

Une femme de 54 ans a été agressée en pleine rue à Montréal, hier après-midi. Elle a été retrouvée dans sa voiture, inconsciente et le corps couvert de sang. « Elle avait le visage tuméfié, comme si elle avait été battue », a raconté Bhavesh Kumar Patel, qui a vu les ambulanciers venir la chercher. La femme y a été traitée pour de multiples lacérations au cou, mais sa vie n'était pas en danger hier soir. Aucun témoin de l'agression n'a pour le moment pu être retracé, mais l'incident est loin d'être passé inaperçu dans l'arrondissement de LaSalle. Plusieurs résidants du secteur sont venus jeter un œil au travail des enquêteurs affairés à relever des indices dans la voiture de la victime. Les enfants paraissaient particulièrement intrigués par la présence d'un tel déploiement de policiers. « On n'a jamais vu ça dans le secteur, c'est tellement tranquille d'habitude », a relevé Loredana Di Cesare, qui habite le coin depuis 25 ans. Les policiers comptent interroger la victime aujourd'hui, si son état de santé le permet. — Violaine Ballivy

## PRÉCISION

Une imprécision s'est glissée dans notre texte sur les pompiers de Montréal publié hier en page 14. Un pompier doit avoir accompli quatre années de service pour gagner un salaire de 61 000 $, et non « plus de deux ans », comme nous l'avons écrit.



OFFRES EXCLUSIVES

NOUVEAUTÉS
PRINTEMPS/ÉTÉ 2009

3 POUR 1



Calvin Klein
Costume 4 saisons, 100% laine

JACQUES BRITT
Chemise 100% coton 2 plis

SERICA MADE IN ITALY
Cravate 100 % soie, fabriquée en Italie

3 items pour 395 $
Valeur de plus de 1200 $

Venez voir nos nouveautés
déjà soldées!
Détails en magasin.



EXEMPLES :

IMPERMÉABLE
Idéal pour la température actuelle! Modèle classique 7/8, 3 couleurs disponibles
DANIEL HECHTER
199 $

BLOUSON
3 couleurs disponibles
Idéal pour la température actuelle!
RADLEY
169 $

Plusieurs autres offres en magasin!
COSTUMES · VESTONS · PANTALONS · CHANDAILS · MANTEAUX · ETC.

FÉRAUD PARIS BAUMLER Calvin Klein JACQUES BRITT BOGOSSE Gran Sasso MADE IN ITALY

OUVERT DÈS 11H!

François Côté
COLLECTION

CENTROPOLIS
140, rue Promenade-du-Centropolis
Laval (Québec) H7T 2Z6
450.689.1111

QUARTIER DIX30
Brossard (Québec) J4Y 0A5
450.926.0777
Voisin du Fruits et Passion
Près du théâtre de l'Étoile DIX30

WWW.FRANCOISCOTE.COM

Photos à titre indicatif seulement. L'offre ne peut être jumelée ou associée à aucune autre promotion en magasin. Certaines conditions s'appliquent. Détails en magasin. Jusqu'à épuisement de la marchandise.

1755478A



ACTUALITÉS

# Les refuges s'impatientent

## Trois mois après une annonce gouvernementale, l'aide se fait toujours attendre

EXCLUSIF

MARTIN CROTEAU

**Deux jours avant Noël, Québec et Montréal avaient annoncé une manne de 24 millions pour les organismes d'aide aux démunis. Trois mois plus tard, les refuges de la métropole n'ont toujours pas reçu un sou, a appris *La Presse*. Et certains se disent pris à la gorge en raison de ce délai inattendu.**

« On court vers un déficit, dénonce Lyne Richer, responsable de la fondation de l'organisme La Rue des femmes, qui vient en aide aux femmes sans-abri. Le prix des denrées a tellement augmenté que notre budget a éclaté. »

Le 23 décembre dernier, le gouvernement provincial avait exaucé une demande de longue date de la Ville et bonifié de neuf millions en trois ans les sommes versées aux organismes d'aide aux personnes défavorisées. Quelque 220 groupes doivent ainsi se partager une somme moyenne de 8 millions par année d'ici à 2011.

Cette enveloppe, annoncée par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Sam Hamad, est administrée par la Ville de Montréal. Celle-ci a formé un comité avec l'Agence de santé et des services sociaux, la Direction de la santé publique et Centraide afin de déterminer quels organismes recevront les fonds.

**« Qu'ils ne fassent pas de promesses s'ils ne veulent pas les tenir. »**

Le délai de trois mois n'a rien d'anormal, assure-t-on à la Ville. Après l'annonce, l'administration municipale a dû s'entendre avec le gouvernement provincial pour établir les modalités du transfert de fonds. Cette entente devait par la suite être approuvée par le comité exécutif, puis par le conseil d'agglomération.

Ce n'est que par la suite que les organismes ont pu soumettre leurs demandes. Ils ont jusqu'à la fin du mois pour s'exécuter. Le comité décidera alors qui obtiendra des fonds.

« Si on accordait de l'argent sans le faire approuver par le conseil d'agglomération, ce serait de la folie, pour nous, explique le porte-parole de la Ville, Martin Tremblay. On ne peut pas faire ça. Et à l'autre bout, jamais Québec ne donnerait de l'argent à Montréal ou à toute autre municipalité sans avoir signé une entente. Le vérificateur général s'en mêlerait et Québec serait blâmé. »

N'empêche, le délai administratif s'ajoute à une attente que Lyne Richer juge beaucoup trop longue. L'année financière de La Rue des femmes se termine le 31 mars, explique-t-elle. Comme elle n'aura pas reçu d'aide gouvernementale avant cette date, son bilan sera écrit à l'encre rouge.

« Quand on présentera des demandes et que les gens verront qu'on a 100 000$ de déficit cette année, ils ne voudront pas nous aider, déplore-t-elle. Ils vont dire qu'on est de mauvais gestionnaires. »

### D'autres mécontents

La Rue des femmes n'est pas le seul organisme à grogner. Les trois grands refuges montréalais – la Mission Old Brewery, la Maison du père et la Mission Bon Accueil – réclamaient une aide supplémentaire de 3,3 millions, l'an dernier. L'enveloppe de 24 millions annoncée le 23 décembre ne leur était pas destinée.

« On appuie fortement le geste du gouvernement, explique le directeur général de la Mission Old Brewery, Matthew Pearce. Ce sera très important pour ces organismes. Mais pendant que nous, on demandait trois millions par année, ils ont pu trouver 24 millions pour eux. »

Le refuge, qui compte 450 lits dans cinq pavillons, propose des programmes d'accompagnement et de logement social pour aider les sans-abri à quitter la rue. Mais si l'aide gouvernementale n'est pas bonifiée, dit M. Pearce, ces programmes seront supprimés.

« Maintenant, les ressources qu'on veut allouer aux efforts pour réduire l'itinérance à Montréal, ces programmes sont sous-financés parce qu'il faut qu'on alloue des ressources aux urgences », affirme-t-il.

« Qu'ils ne fassent pas de promesses s'ils ne veulent pas les tenir », dit pour sa part le père Sylvio Michaud, directeur associé de la Maison du père.

À la Ville de Montréal, on indique que les organismes pourront présenter des demandes pour obtenir une part de ces 24 millions.

Au bureau de la ministre responsable du dossier, Lise Thériault, on fait valoir que le financement gouvernemental des trois refuges a été multiplié par quatre depuis 2003. Il atteint 2,5 millions cette année. L'attaché de presse de la ministre, Harold Fortin, estime qu'un plan d'action sur l'itinérance devrait voir le jour d'ici à la fin de l'année.

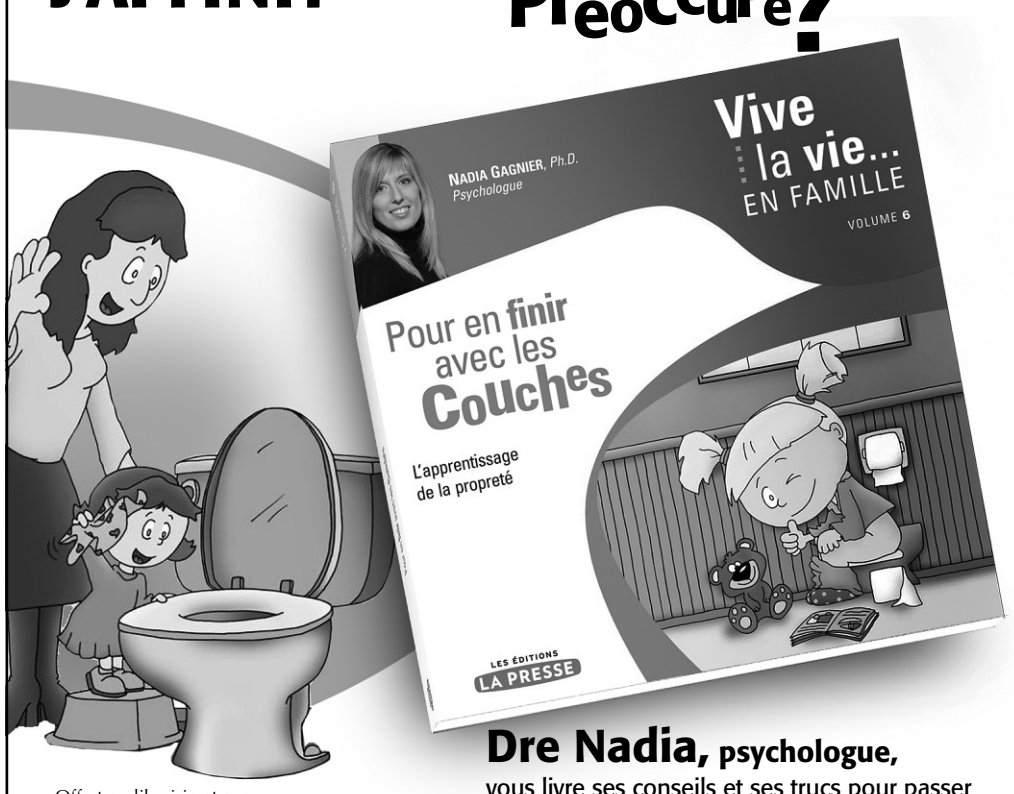
La commission parlementaire sur l'itinérance doit d'abord produire un rapport sur la question. Ses travaux avaient été interrompus par les élections, l'automne dernier.

EN BREF

## Alcoolisation fœtale : Ottawa réduit son aide

Les sommes consacrées par le gouvernement fédéral à la lutte contre les problèmes causés par l'alcoolisation fœtale ont été comprimées, année après année, selon un nouveau rapport. L'Agence de la santé publique du Canada consacre annuellement 3,3 millions de dollars aux troubles causés par l'alcoolisation fœtale (ETCAF). Mais, selon un rapport, l'organisme fédéral ne dépense qu'environ les deux tiers de tout cet argent. « Chaque année, les programmes n'ont reçu qu'une part des sommes consacrées », peut-on lire dans une évaluation interne que La Presse Canadienne a obtenue en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. « Il n'est pas clair pourquoi ces compressions sont devenues habituelles. » Les troubles en question, qui résultent de la consommation d'alcool durant la grossesse, causent plusieurs handicaps physiques, mentaux et comportementaux. PC

MAMAN, J'AI FINI!
La propreté de votre enfant vous Préoccupe?




Dre Nadia, psychologue,
vous livre ses conseils et ses trucs pour passer cette importante étape dans l'harmonie!

Offert en librairie et sur librairie.cyberpresse.ca
LES ÉDITIONS LA PRESSE

Ne manquez pas *Dre Nadia, psychologue à domicile*, les mercredis 19 h 30 à Canal Vie
canal Vie

1731953A

## Mort tragique de Natasha Richardson à Tremblant

# Un drame qui laisse des traces

MARTIN CROTEAU

**Le mercure flottait allègrement au-dessus de zéro. Les skis dérapaient mollement sur une neige lourde et mouillée. Bref, c'était une journée de ski de printemps normale au mont Tremblant, hier, cinq jours après la tragédie qui a eu des échos aux quatre coins du monde.**

La mort de Natasha Richardson a pourtant laissé des traces sur les pentes de la célèbre station de ski. Chaque personne rencontrée par *La Presse*, hier – touristes, skieurs, moniteurs, employés – avait eu vent du drame. Et chacune s'est dite troublée par les circonstances de cette mort survenue après une chute d'apparence banale.

Les patrouilleurs rencontrés hier ne chômaient pas. En trois heures, ils ont ramené au moins quatre personnes au pied des pentes dans leurs traîneaux-civières. « Ça nous fait une grosse semaine », a lancé avec ironie l'un d'entre eux tout en réconfortant une jeune femme qui portait un masque à oxygène. « Ça, par contre, c'est un cas de routine », a-t-il précisé au sujet de sa patiente.

Lundi, les patrouilleurs avaient insisté pour que Natasha Richardson voie un médecin. Ils avaient appelé une ambulance, laquelle est repartie bredouille parce que l'actrice disait se sentir bien. Des employés de la station l'ont raccompagnée à sa chambre d'hôtel et lui ont de nouveau recommandé de se faire examiner par un médecin. Ce n'est qu'une heure plus tard que M^me^ Richardson a éprouvé un malaise.

Voilà pourquoi un patrouilleur s'est dit frustré par la mort de l'actrice, après des traitements à Sainte-Agathe, à Montréal et à New York. Il souligne que ceux qui ont tenté de lui venir en aide ont suivi le protocole à la lettre en insistant pour qu'elle voie un médecin. Si elle avait écouté leurs conseils, a-t-il indiqué, M^me^ Richardson serait peut-être vivante aujourd'hui.

« Des cas de personnes qu'on veut soigner et qui ne veulent pas de nos soins, on en a 20 par jour », a dénoncé un patrouilleur qui ne s'est pas nommé puisque la station a ordonné à tous ses employés de ne pas parler aux médias dans la foulée de l'affaire.

La monitrice de Natasha Richardson a raccompagné l'actrice jusqu'à sa chambre d'hôtel, lundi dernier, alors qu'elle semblait toujours en pleine forme. Ses collègues de l'école de ski se sont pour leur part dits troublés par ce qui s'est passé lundi dernier. « C'est sûr que ce n'est agréable pour personne », a confié une professeure.

### Casques : le message retentit

Le mois dernier, l'Association des médecins d'urgence du Québec avait lancé un appel au gouvernement pour qu'il impose le casque à tous les skieurs l'an prochain. Cinq jours après la mort de M^me^ Richardson, le message semble retentir bien davantage sur les pentes.

Sous une tente érigée au pied de la montagne, Gérald Faubert présentait les nouveaux modèles de casques Carrera. Aucun n'était à vendre, mais des dizaines de personnes se pressaient autour de son stand pour les essayer.

« Ça a été ainsi toute la journée, a-t-il confié. Si j'avais eu des casques à vendre avec moi, j'en aurais facilement vendu 100. C'est sûr que l'impact va être très grand. »

Vanessa Lafontaine faisait partie des curieux qui s'agglutinaient autour du stand. Sa belle-mère, Céline Turpin, tente depuis un an de la convaincre de porter un casque.

« J'ai trois enfants, ils ont commencé à faire du ski à l'âge de 3 ans et le casque faisait partie de l'uniforme, a indiqué l'infirmière, qui a travaillé pendant 20 ans aux urgences d'un hôpital. Mais la copine de mon fils n'a pas de casque. »

La jeune femme de 18 ans considère que Natasha Richardson, une skieuse débutante, aurait dû porter un casque. Mais elle avoue avoir du mal à s'y résigner, elle qui pratique le sport coiffée d'une simple tuque depuis plus de 10 ans. « Je ne suis pas habituée », a-t-elle résumé.

Nicholas Heckford et sa femme, Julia, connaissaient bien l'actrice. Ils viennent de Bristol, en Angleterre. En voyage de ski au Québec, ils ont été frappés de voir à quel point le casque est répandu sur nos pentes, bien plus qu'en Europe.

« Nous avons pensé à acheter des casques, a indiqué M. Heckford. Le problème, selon moi, c'est que ça rend l'expérience beaucoup moins agréable. »



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

**Les patrouilleurs rencontrés hier ne chômaient pas. En trois heures, ils ont ramené au moins quatre personnes au pied des pentes dans leurs traîneaux-civières.**

LIQUIDATION ÉCLAIR

~~24 390 $~~ P.D.S.F.[1]

14 903 $

PRIX D'ACHAT incluant le crédit comptant alternatif au programme *On met le Paquet* de Chevrolet[2].

Vous ou un membre de votre famille avez un contrat de location avec GM ? Vous pourriez recevoir 1 000 $ de rabais supplémentaire[3].

LIMITE DE UNE PAR CLIENT



LA MINI-FOURGONNETTE UPLANDER LS 2009

- Configuration 7 places
- Boîte automatique
- Freins ABS aux 4 roues
- Climatisation
- Sacs gonflables frontaux
- Lecteur CD et MP3 avec prise d'entrée audio auxiliaire

ROULEZ 895 km AVEC UN SEUL PLEIN (route)

ROUTE : 8,5 L/100 KM (33 mi/gal)
VILLE : 13,1 L/100 KM (22 mi/gal)[4]

CHEVROLET ON MET LE PAQUET

ENTRETIEN Goodwrench INCLUS 3 ANS + OnStar 2 ANS + XM 2 ANS + LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS

CHEVROLET GM

GM Canada
LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS
5 ANS 160 000 KM*
• GARANTIE LIMITÉE SUR LES COMPOSANTS DU GROUPE MOTOPROPULSEUR
• ASSISTANCE ROUTIÈRE
• TRANSPORT DE COURTOISIE
* SELON LA PREMIÈRE ÉVENTUALITÉ. CAMIONS POIDS MOYEN EXCLUS. DÉTAILS SUR LA GARANTIE LIMITÉE CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE.

offreschevrolet.ca

1743932A 1752747

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant au modèle Uplander 2009 (CU11416*ISM) neufs. Le modèle illustré comprend certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. Prix de détail suggéré par le fabricant. 2. Transport (1 350 $), frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. Aucun dépôt de sécurité requis. Inclut le crédit comptant alternatif disponible chez le concessionnaire dans le cadre du programme « On met le paquet » de Chevrolet. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers, si applicable, et les droits sur les pneus sont en sus et payables à la livraison. Paiements basés sur un taux bancaire moyen de 8,0 % pour des termes de 72 mois selon l'information disponible chez les institutions financières autres que GMAC au moment de la publication. Les clients qui bénéficient des prix indiqués ne peuvent se prévaloir des taux de financement réduits de GMAC, donc les clients qui optent pour un financement à un taux réduit avec GMAC verront leur taux effectif de financement différer. Le taux de financement peut varier selon l'historique de crédit du consommateur ou l'institution financière choisie. Communiquez avec votre concessionnaire pour en savoir davantage. 3. Offre disponible jusqu'au 31 mars 2009. 4. Selon les essais effectués par GM conformément aux méthodes approuvées par Transports Canada pour une réserve de carburant de 10 % et une capacité de réservoir de 76 L pour l'Uplander LS avec moteur 3,9 L et boîte automatique 4 vitesses. Les économies de carburant réelles peuvent varier selon les conditions routières, la météo et les habitudes de conduite. 5. Offre en vigueur chez les concessionnaires Chevrolet du Canada participants à l'achat d'un véhicule GM admissible neuf 2008 ou 2009, entre le 13 février 2009 et le 1er juin 2009. Ce programme ne comprend pas le remplacement d'autres pièces ou liquides ni les autres services requis, indiqués au guide du propriétaire, qui pourraient être relevés lors de l'inspection du véhicule. Rendez-vous chez votre concessionnaire pour en apprendre davantage. 6. Les clients optant pour l'un des véhicules admissibles munis du système OnStar recevront gratuitement un abonnement de deux ans au plan Orientation et dépannage. Pour que les services du système OnStar fonctionnent efficacement, le circuit électrique de votre véhicule (y compris la batterie), le service de téléphonie sans fil et le récepteur de signaux satellites GPS doivent être en bon état de marche. Contrat d'abonnement au service obligatoire. Rendez-vous au onstar.ca pour consulter les modalités liées au service OnStar et l'énoncé de confidentialité, et pour obtenir les détails et les restrictions du service. 7. Les clients optant pour l'un des véhicules admissibles munis de la radio satellite XM installée en usine recevront un abonnement de deux ans à la radio satellite XM. L'abonnement mensuel est vendu séparément à la fin de la promotion de deux ans. Pour en savoir plus, visitez gm.xmradio.ca. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants (visitez primegmpouretudiants.ca) et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.**

ACTUALITÉS

# Les Québécois moins friands d'histoire que les autres Canadiens

## Une enquête pancanadienne bouleverse des idées reçues

VIOLAINE BALLIVY

**La devise « Je me souviens » conviendrait mieux au Canada qu'au Québec. Une enquête pancanadienne bouscule les idées reçues sur les Québécois et révèle qu'ils sont sensiblement moins friands d'histoire que les Canadiens des autres provinces en général.**



PHOTO MATHIEU BELANGER, ARCHIVES REUTERS

**Jocelyn Létourneau, coauteur de l'étude: « Si (la reconstitution) avait eu lieu, les plaines (d'Abraham) auraient été inondées de personnes qui auraient décodé le spectacle de manière différente, et cela aurait sûrement heurté les penseurs de l'histoire québécoise. »**

Ce constat étonnant ressort d'un vaste sondage mené entre mars 2007 et avril 2008 auprès de 3119 personnes à l'initiative des historiens Jocelyn Létourneau, de l'Université Laval, et David Northrup, de l'Université York. Ces chercheurs ont mesuré l'intérêt des Canadiens pour une série d'activités liées à l'histoire, comme le fait de regarder des photographies anciennes, de visiter un musée, d'établir son arbre généalogique ou de faire une recherche à caractère historique sur l'internet.

Une forte majorité des personnes qui ont participé à ces entrevues téléphoniques d'une vingtaine de minutes ont démontré un intérêt important pour le passé, peu importe leur lieu de résidence. Mais dans tous les cas, les Québécois se sont retrouvés en queue de peloton par rapport aux autres Canadiens. Ils sont moins intéressés non seulement par l'histoire en général, mais aussi par celle de leur famille, par l'histoire du Canada et celle de leurs traditions religieuses et spirituelles.

Ces résultats surprennent Jocelyn Létourneau. « A priori, si on m'avait demandé avant le début de la recherche qui ferait preuve du plus grand intérêt à l'égard du passé, j'aurais répondu les Amérindiens, les Acadiens et les Québécois. » Pourquoi? Parce qu'on affirme communément que la référence au passé est centrale dans l'identité collective des Québécois et que c'est justement leur rapport privilégié à l'histoire qui contribue à les différencier des autres Canadiens, explique-t-il.

### Des hypothèses

Le décalage entre les Québécois et les autres Canadiens repose presque entièrement sur les épaules des francophones, dont l'indifférence à l'égard du passé n'a pas d'égal au pays par sa constance. Elle est particulièrement prononcée pour le passé de la famille et celui de la religion.

Jocelyn Létourneau croit que la situation économique des répondants – scolarité et revenu moyen plus faibles – explique une partie des différences relevées. Mais ceci n'explique pas complètement cela, et cette enquête pourrait lever le voile sur une dimension méconnue de l'identité québécoise, juge le chercheur. « Les données laissent penser les Québécois seraient en réalité détachés du passé, voire indépendants sinon infidèles par rapport à l'histoire dont ils se réclameraient à cor et à cri mais qu'ils négligeraient de pratiquer dans le concret. »

Ce constat revêt un caractère particulier au lendemain de la polémique qu'a soulevé la reconstitution de la bataille des plaines d'Abraham. « Les critiques étaient-elles représentatives de la majorité? demande M. Létourneau. Si l'événement avait eu lieu, les Plaines auraient été inondées de personnes qui auraient décodé le spectacle de manière différente, et cela aurait sûrement heurté les penseurs de l'histoire québécoise. »

« Les Québécois ne pensent pas à tout moment qu'ils sont victimes de la conquête des Anglais. Ils se projettent dans l'avenir et non pas dans le passé », ajoute M. Létourneau.

### Un Canada fragmenté

Cette enquête souligne aussi l'hétérogénéité du Canada. Si les Québécois se distinguent à bien des égards par rapport aux autres Canadiens, la donne change souvent lorsque des parallèles sont tracés avec les résidants d'autres provinces. À certains égards, le Québec n'a pas de caractère plus particulier, par rapport au reste du Canada, que d'autres provinces. Par exemple, si 47 % des Québécois considèrent comme très important le passé de leur province, la proportion grimpe à 75 % chez les Terre-Neuviens, alors que la moyenne canadienne (sans le Québec) est de 32 %.






ACTIFS TOXIQUES DES BANQUES

# Washington présenterait son plan demain

ASSOCIATED PRESS

**WASHINGTON** — Alors que les banques américaines ont perdu plus de 32 milliards de dollars au dernier trimestre de 2008, le secrétaire au Trésor, Timothy Geithner, pourrait présenter dès demain son plan très attendu visant à isoler les actifs toxiques qui plombent leurs comptes, selon des sources de l'administration Obama et du secteur financier.

Le plan utilisera les ressources de la Réserve fédérale et du Fonds fédéral de garantie des dépôts bancaires (Federal Deposit Insurance Corp, FDIC) pour conclure le plan de sauvetage du secteur financier de 700 milliards de dollars mis en place par le précédent gouvernement américain à l'automne.

Cet appui de la Fed et du FDIC semble indispensable, car il apparaît peu probable que Timothy Geithner obtienne du Congrès le vote de nouveaux fonds à la suite du scandale provoqué par le versement de primes aux dirigeants d'AIG, alors même que le groupe d'assurances avait été renfloué par l'État il y a quelques mois pour éviter sa faillite. D'après les nouveaux chiffres communiqués hier par le procureur général du Connecticut Richard Blumenthal, les primes s'élèveraient à 218 millions de dollars.

Selon des sources gouvernementales et financières ayant exigé l'anonymat vendredi, le plan de Geithner s'articulera en trois points. D'abord la création, grâce aux fonds du plan de sauvetage, d'un partenariat public-privé pour garantir le rachat par des investisseurs privés d'actifs toxiques.

La deuxième partie élargira les compétences du Term Asset-Backed Securities Loan Facility, programme récemment lancé par la Fed qui consiste à accorder des prêts aux investisseurs et à simplifier la contraction de prêts par les particuliers pour l'achat de voitures, le paiement des études ou l'obtention de crédit. Son extension visera à aider les investisseurs à racheter les actifs toxiques détenus par les banques.

Enfin, la troisième étape du plan Geithner prévoit l'utilisation des ressources du FDIC pour racheter les actifs toxiques.

Le recours à la Fed et au FDIC permettra de combler la principale lacune des efforts de sauvetage des banques menés jusqu'ici.

# Galerie du sommeil

BRAULT & MARTINEAU

16 succursales



## Sommier gratuit†† + 50 versements sans intérêt*

à l'achat d'un matelas† de la Collection BRAULT & MARTINEAU

jusqu'en mai 2013
sur les matelas†




### Bellegarde

Collection BRAULT & MARTINEAU

- Matelas semi-ferme
- Sans rotation
- Contour renforcé

*Garantie ferme de 15 ans. Livraison et ramassage gratuits*

- 1 place/400 ressorts ensachés . . . . . 13,98 $*/mois ou 699 $
- Grand lit/702 ressorts ensachés . . . . . 19,98 $*/mois ou 999 $
- Très grand lit/972 ressorts ensachés 27,98 $*/mois ou 1399 $

17,98 $*/mois ou 899 $ 2 places/ 600 ressorts ensachés




### Balmoral II

Collection BRAULT & MARTINEAU

- Matelas avec surface en viscoélastique
- Sans rotation
- Contour renforcé

*Garantie ferme de 15 ans. Livraison et ramassage gratuits*

- 1 place/450 ressorts ensachés . . . . . 25,98 $*/mois ou 1299 $
- Grand lit/810 ressorts ensachés . . . . . 37,98 $*/mois ou 1899 $
- Très grand lit/1053 ressorts ensachés. . 51,98 $*/mois ou 2599 $

33,98 $*/mois ou 1699 $ 2 places/ 675 ressorts ensachés



Collection BRAULT & MARTINEAU

Sommier gratuit†† valeur de 289$

### Fontevraud

- Matelas semi-ferme
- Sans rotation
- Dessus à coussinet
- Contour renforcé

*Garantie ferme de 10 ans. Livraison et ramassage gratuits*

- 1 place/403 ressorts. . . . . 11,98 $*/mois ou 599 $
- Grand lit/660 ressorts. . . . . 15,98 $*/mois ou 799 $
- Très grand lit/1023 ressorts . . . . . 23,98 $*/mois ou 1199 $

13,98 $*/mois ou 699 $ 2 places/ 527 ressorts

Si vous n'êtes pas satisfait, nous vous l'échangerons† ! †Détails en magasin.

Garantie confort 90 jours d'essai sur TOUS nos matelas Exclusif à B&M

Sommier gratuit†† valeur de 299$

### Maintenon

- Matelas moelleux
- Dessus à coussinet
- Contour renforcé

*Garantie ferme de 15 ans. Livraison et ramassage gratuits*

- 1 place/400 ressorts ensachés . . . . . 17,98 $*/mois ou 899 $
- Grand lit/702 ressorts ensachés . . . . . 27,98 $*/mois ou 1399 $
- Très grand lit/972 ressorts ensachés. . . 37,98 $*/mois ou 1899 $

23,98 $*/mois ou 1199 $ 2 places/ 600 ressorts ensachés

Sommier gratuit†† valeur de 299$

### Bonneval II

- Matelas ferme
- Sans rotation
- Contour renforcé
- Tissu antibactérien
- Ressorts renforcés au centre

*Garantie ferme de 12 ans. Livraison et ramassage gratuits*

- 1 place/364 ressorts ensachés . . . . . 11,98 $*/mois ou 599 $
- Grand lit/644 ressorts ensachés . . . . . 17,98 $*/mois ou 899 $
- Très grand lit/840 ressorts ensachés. . 25,98 $*/mois ou 1299 $

15,98 $*/mois ou 799 $ 2 places/ 546 ressorts ensachés

## braultetmartineau.com

***Livraison gratuite** 7 jours sur 7*** ***Dans un rayon de 200 km. Détails en magasin.*




**HEURES D'OUVERTURE :**
Lundi au vendredi 9 h à 21 h
Samedi 9 h à 17 h
Dimanche 10 h à 17 h

**BROSSARD** Tél. : 450 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)
**GATINEAU** Tél. : 819 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Prom. de l'Outaouais)
**KIRKLAND** Tél. : 514 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Transcanadienne)
**LASALLE** Tél. : 514 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)
**LAVAL** Tél. : 450 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)
**REPENTIGNY** Tél. : 450 470-0815 • 145, rue de Lafayette (près du boul. Brien)
**SHERBROOKE** Tél. : 819 562-4242 • 1 800 267-4240 • 3950, boul. Josaphat-Rancourt (Plateau St-Joseph)
**SAINT-HUBERT** Tél. : 450 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Prom. St-Bruno)
**SAINT-LÉONARD** Tél. : 514 254-9455 • 6700, rue Jean-Talon Est (près des Galeries d'Anjou)
**SAINTE-THÉRÈSE** Tél. : 450 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)

Galerie du sommeil BRAULT & MARTINEAU 16 succursales

**HEURES D'OUVERTURE :** Lundi au mercredi 9 h à 18 h • Jeudi et vendredi 9 h à 21 h • Samedi 9 h à 17 h • Dimanche 10 h à 17 h

**GRANBY** Tél. : 450 372-5656 • 50, rue Simonds Nord
**MASCOUCHE** Tél. : 450 474-8531 • 210, Montée Masson
**ST-HYACINTHE** Tél. : 450 774-6116 • 3300, avenue Cusson
**ST-JEAN-SUR-RICHELIEU** Tél. : 450 349-1609 • 575, rue Pierre-Caisse
**ST-JÉRÔME** Tél. : 450 431-9338 • 21, rue Gauthier
**VAUDREUIL-DORION** Tél. : 450 424-2651 • 585, avenue St-Charles

Accord D Desjardins — Desjardins partenaire officiel de Brault & Martineau

Interac PAIEMENT DIRECT

Offre en vigueur du lundi 16 mars au dimanche 22 mars 2009. Quantités limitées sur certains articles. Ces offres ne peuvent être jumelées à aucune autre promotion. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Centres de liquidation. Détails en magasin. †Marques et modèles sélectionnés. Détails en magasin. ††Détails en magasin.

*Termes et conditions de la vente pour le programme de financement « Paiements mensuels égaux, sans intérêt » : achat minimum requis de 799 $ avant taxes pour les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers sauf items sélectionnés. Sur approbation du service de crédit Accord D Desjardins, ne payez que les taxes au moment de l'achat. Le premier versement mensuel du montant financé est facturé sur le relevé de compte suivant votre achat. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum dû de la carte de crédit) sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion retenue. L'intérêt n'est pas appliqué sur le versement mensuel si le paiement minimum dû est effectué avant la date d'échéance apparaissant sur l'état de compte mensuel. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du détenteur est alors calculé au taux de 19,5 % annuellement sur les sommes en souffrance. Il n'y a aucuns frais de renouvellement ou d'adhésion. Détails en magasin.

| Exemple de frais : | | | |
|---|---|---|---|
| Si votre solde quotidien moyen en souffrance est de : | 250 $ | 500 $ | 1000 $ |
| Les frais d'intérêts pour une période de 30 jours seront de : | 4,01 $ | 8,01 $ | 16,03 $ |

1709017A

ACTUALITÉS

## Direction de l'OTAN

# MacKay abandonné

VIOLAINE BALLIVY

Les chances du ministre canadien Peter MacKay d'être élu secrétaire général de l'OTAN semblent sérieusement compromises. Les États-Unis auraient décidé de ne pas appuyer sa candidature; ils lui préfèrent désormais le premier ministre du Danemark, Anders Fogh Rasmussen.

L'agence Reuters a indiqué hier que, selon une source proche du gouvernement américain, ce dernier avait donné son appui à M. Rasmussen lors d'une visite du conseiller à la sécurité nationale américaine, le général James Jones. Deux autres diplomates auraient également confirmé la nouvelle.

Le mandat de cinq ans de l'actuel secrétaire général, Jaap de Hoop Scheffer, se termine à la fin du mois. La nomination de M. Rasmussen pourrait être confirmée avant même le sommet de l'OTAN, les 3 et 4 avril prochains.

Joint par *La Presse*, le porte-parole de Peter MacKay, Dan Dugas, n'a pas voulu commenter ce qu'il a qualifié de « spéculations ». Il a indiqué que M. MacKay n'avait fait aucune démarche pour promouvoir sa candidature et n'avait pas eu d'échange avec les représentants d'autres pays à l'OTAN.

Au début du mois, le quotidien *Washington Post* rapportait pourtant que le vice-président américain, Joe Biden, avait fait des démarches auprès de l'OTAN pour l'inciter à choisir M. MacKay en échange de l'attribution à la France de deux postes de commandement actuellement détenus par des Américains. L'appui de l'administration Obama était perçu comme un gage de reconnaissance « pour l'effort vaillant » des troupes canadiennes en Afghanistan.



PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS

**Le ministre canadien de la Défense, Peter MacKay, n'aurait pas l'appui des États-Unis pour devenir secrétaire général de l'OTAN.**

En janvier, le prestigieux hebdomadaire anglais *The Economist* avait aussi nommé Peter MacKay parmi les successeurs potentiels de Jaap de Hoop Scheffer. Peter MacKay avait alors démontré un certain intérêt pour le poste et s'était déclaré « très flatté » que son nom ait été évoqué.

Plusieurs experts avaient toutefois émis des doutes sérieux sur cette éventualité, car le poste de secrétaire général de l'OTAN est traditionnellement réservé à un Européen.

### Le Danois favori

Fort de l'appui des États-Unis, de la France, de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, le Danois Anders Fogh Rasmussen serait presque assuré d'être élu. À 56 ans, cet homme à la stature de marathonien est présenté par la presse danoise comme un fidèle allié des États-Unis, notamment parce qu'il a permis l'envoi de troupes danoises en Irak et en Afghanistan. « Rasmussen était en tête de liste pour l'administration Bush comme il l'est pour l'administration Obama », a expliqué à l'AFP l'analyste politique danois Daniel Korski.

L'une des inconnues à son égard réside du côté de la Turquie. En 2005, M. Rasmussen avait défendu la publication de caricatures de Mahomet dans un journal danois, malgré la vague d'indignation qu'elles avaient suscitée dans le monde musulman.

— Avec l'AFP, PC et Reuters

# La trêve est définitive

## La bataille des plaines d'Abraham ne sera reconstituée ni en Ontario ni aux É.-U.

MARTIN CROTEAU

Les amateurs d'histoire qui devaient reconstituer l'affrontement entre Wolfe et Montcalm sur les plaines d'Abraham rendent les armes. Après avoir songé à recréer la célèbre bataille en Ontario ou aux États-Unis, ils ont finalement abandonné le projet.

Horst Dresler, l'un des administrateurs du Corps historique du Québec, estime qu'il aurait été inopportun de reproduire la bataille légendaire ailleurs que dans la Vieille Capitale.

« Nous sentions qu'il n'y avait qu'un seul endroit pour reconstituer cette bataille, c'était sur les plaines d'Abraham, a-t-il expliqué lorsque *La Presse* l'a joint à son commerce de Woodstock, au Vermont. Nous n'aurions pas fait honneur à l'événement si nous l'avions reconstitué ailleurs. »

**« Nous sentions qu'il n'y avait qu'un seul endroit pour reconstituer cette bataille, c'était sur les plaines d'Abraham. »**

Il y a un mois, la Commission des champs de bataille nationaux (CCBN) a dû annuler la reconstitution de la bataille historique qui avait opposé les troupes françaises et britanniques le 13 septembre 1759. Elle a également annulé une série d'activités pour commémorer la Conquête, notamment un bal masqué.

Le président de la CCBN, André Juneau, avait alors indiqué qu'il craignait pour la sécurité des participants, car des groupes souverainistes avaient promis de la casse. Il a aussi reconnu avoir sous-estimé la « sensibilité » des Québécois face à la Conquête.

Près de 2100 bénévoles venus du Canada et des États-Unis devaient participer à la reconstitution sur les Plaines, cet été. Et 200 000 touristes comptaient y assister.

Après avoir travaillé pendant plusieurs années à cette activité, qui aurait été sa troisième bataille reconstituée à Québec, Horst Dresler s'est rabattu sur un plan B. Ses « reconstituteurs » prendront le chemin d'Ogdensburg, dans l'État de New York, afin de commémorer le 250e anniversaire de la guerre de Sept Ans.

« Nous allons faire une démonstration de la stratégie militaire de l'époque, mais ce n'est pas une reconstitution de la bataille des Plaines », a-t-il précisé.

Les organisateurs de l'activité ont d'ailleurs accueilli le Corps historique du Québec à la condition qu'il ne recrée pas l'affrontement.

La controverse au Québec est-elle à l'origine de cette condition? L'organisatrice des festivités d'Ogdensburg, Barbara O'Keefe, a longuement hésité avant de répondre: « Nous ne sommes pas les Plaines et nous n'avons pas l'intention de l'être. Ce sera une commémoration, pas une célébration. »

La guerre de Sept Ans, dont le point culminant en Amérique a été la bataille des Plaines, s'est soldée par la défaite des Français et par la cession de presque toute la Nouvelle-France aux Anglais.

### À Montréal l'an prochain?

Même s'il se dit profondément déçu de ne pas pouvoir reconstituer la bataille à Québec, Horst Dresler, Québécois d'origine, n'exclut pas de recréer d'autres événements historiques dans la province. Il souhaite que ses troupes costumées prennent part à une cérémonie qui marquera le 250e anniversaire de la capitulation des Français à Montréal, qui a eu lieu le 8 septembre 1760.

« Ce ne serait pas une bataille simulée puisqu'il n'y a pas eu de bataille comme telle à Montréal, explique M. Dresler. Ce serait simplement une cérémonie. »


NO 1 DEPUIS 30 ANS
RÉNOVATION . DÉCORATION AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR

10 JOURS SEULEMENT!

DANS NOTRE SALON,

FAIRE LA COUR
N'EST PAS UN JEU DE SÉDUCTION

BESOIN DE CONSEILS EN AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR? 500 EXPERTS SUR PLACE POUR VOUS PARLER D'HABITATION
TROUVEZ IDÉES, NOUVEAUTÉS ET ÉCONOMIES SOUS UN MÊME TOIT!

LA MAISON DOMINUS
3 500 PIEDS CARRÉS À FAIRE RÊVER



Tombez sous le charme d'une maison de prestige qui allie luxe, romantisme, technologie et écologie sous un même toit.

L'Agence de l'efficacité énergétique présente la Maison Dominus réalisée par Les Maisons Dominus.

LE PAVILLON SCANDINAVE SERVICOM
UN CHALET DE BOIS BIEN DE SON TEMPS



Laissez-vous inspirer par le décor contemporain de cette maison de bois torréfié accessible à tous, conçue de matériaux écologiques, en parfaite harmonie avec la nature.

Le Pavillon Scandinave Servicom est réalisé par Groupe Servicom.

PARTERRE À LA VERTICALE
Ils sont fonctionnels, écologiques et beaux. Les murs végétalisés se taillent une place dans les maisons et les aménagements extérieurs. Aménagement Denis et Envirozone ajoutent cet élément à leurs jardins, avant-gardistes mais réalisables avec un minimum de dextérité. Ces murs-jardins seront présentés à l'entrée du Salon.

Présenté par AMÉNAGEMENT DENIS

CUISINE EN PLEIN AIR
BIEN PLUS QU'UNE TERRASSE BARBECUE



Amateurs de grillades, vous aurez de quoi vous mettre l'eau à la bouche… Découvrez le dernier cri dans le domaine en matière de grils, d'armoires, de frigos et de comptoirs avec tiroirs et bacs à glace intégrés, version plein air, pour une terrasse qui devient une véritable cuisine d'été ou une pièce de séjour tout à fait unique.

ESSAI ROUTIER TOYOTA
L'AUTOMOBILE FAIT SON ENTRÉE AU SALON!

Toyota présente les principaux modèles de sa gamme de véhicules écoénergétiques innovateurs ainsi que sa toute nouvelle Venza, que les visiteurs pourront essayer sur place!



THÉÂTRE RE/MAX
LES ATELIERS-CONFÉRENCES DES SPÉCIALISTES

Assistez aux nombreux ateliers-conférences quotidiens, dont plusieurs à tendance écolo, animés par des sommités en matière de rénovation, de décoration et d'aménagement extérieur. Horaire complet au salonnationalhabitation.com.

Agence de l'efficacité énergétique Québec — Vous économisez. L'environnement y gagne aussi.
Maisons Dominus
JCPerreault
Pro-Jardin
Techo-Bloc
JCPerreault
GazMétro la vie en bleu
Pro-Jardin
Groupe Servicom
MODUespace
Re-Do
Pro-Jardin

PLACE BONAVENTURE
20 AU 29 MARS

en partenariat avec LA PRESSE DÉCORMAG APCHQ

RE/MAX PRÉSENTE
SALON NATIONAL DE L'HABITATION

EN COLLABORATION AVEC BANQUE LAURENTIENNE

ACHETEZ EN LIGNE ET ÉCONOMISEZ 3 $* UNE GRACIEUSETÉ DE Sears
*Sur le prix régulier pour adulte. Frais de services en sus.

salonnationalhabitation.com

1688434A



Cabanons Fontaine
DEPUIS 1976
Promotion printanière



*Applicable sur le prix de base. Financement disponible de 48 ou 60 versements à un taux d'intérêt de 8,9 %, montant minimum de 2 000 $. Voir détails et conditions en magasin. Valide jusqu'au 31 mars.

RABAIS DE 10 % sur les ENS. BRICOLEUR A*
RABAIS DE 7 % sur les ENS. BRICOLEUR B*
RABAIS DE 5 % sur les MODÈLES ASSEMBLÉS SUR PLACE*
RABAIS DE 3 % sur les garages, ENS. BRICOLEUR B ou installés sur place*

2 % DE RABAIS ADDITIONNEL SUR LES CABANONS LIVRÉS AVANT LE 30 AVRIL 2009

POUR CONNAÎTRE LE DÉTAILLANT LE PLUS PRÈS DE CHEZ VOUS COMMUNIQUER AU:
1 888 838-3563 450 536-3563
3497, chemin de l'Industrie, St-Mathieu-de-Beloeil
www.cabanons.com

1751561 1751563



LOTO QUÉBEC

Résultats des tirages du : 2009-03-21

Lotto 6/49 : 14 19 34 37 42 39 — 47 compl.
Québec 49 : 02 07 12 27 34 47 — 30 compl.
La Quotidienne : 3 572 — 4 9922
Banco : 03 05 08 10 11 12 15 17 23 26 36 42 52 56 59 60 65 66 68 69
Triplex : 09 24 29 30 36
Astro : Jour - Mois - Année - Signe : 22 DÉCEMBRE 35 SCORPION
Extra : 3804233

Résultats des tirages du : 2009-03-20

Super 7 : 10 23 28 29 31 32 46 — 03 compl.

| | GAGNANTS | LOTS |
|---|---|---|
| 7/7 | 1 | 17 000 000,00 $ |
| 6/7+C | 5 | 51 926,60 $ |
| 6/7 | 152 | 1 708,10 $ |
| 5/7 | 8 548 | 103,20 $ |
| 4/7 | 182 580 | 10,00 $ |
| 3/7+C | 173 776 | 10,00 $ |
| 3/7 | 1 529 298 | Participation gratuite |
| | Ventes totales : | 22 516 876 $ |
| | Prochain gros lot (approx.) : | 2 500 000 $ |

Extra : 5504643

ROUE de FORTUNE Chez vous! — LA ROUE DE FORTUNE CHEZ VOUS! EST DE RETOUR AVEC UN GROS LOT DE 250 000 $!

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

lotoquebec.com

Ne manquez plus un tirage, abonnez-vous !
1 866 628-4783 LOTOMATIQUE®

# Wow !



Modèle GS illustré

## MAZDA 3 GX 2010

Ville : 8,1 L/100 km
Route : 5,9 L/100 km

LOUEZ À PARTIR DE **199 $*** PAR MOIS, POUR 60 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION EN SUS
COMPTANT INITIAL DE 995 $
0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ



Modèle GT illustré

## MAZDA 3 SPORT GX 2010

Ville : 8,1 L/100 km
Route : 5,9 L/100 km

LOUEZ À PARTIR DE **219 $*** PAR MOIS, POUR 60 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION EN SUS
COMPTANT INITIAL DE 895 $
0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ



Modèle GT-V6 illustré

## MAZDA 6 GS 4 CYL. 2009

Ville : 9,7 L/100 km
Route : 6,7 L/100 km

LOUEZ À PARTIR DE **299 $*** PAR MOIS, POUR 48 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION EN SUS
COMPTANT INITIAL DE 2 495 $
0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

MEILLEURE NOUVELLE VOITURE DE L'ANNÉE
LE GUIDE DE L'AUTO 2009

*VALEUR. ÉMOTION. INGÉNIERIE.* VROUM-VROUM. POUR TOUJOURS.

VOUS TROUVEREZ TOUJOURS *plus* CHEZ VOS CONCESSIONNAIRES MAZDA DU QUÉBEC.

POUR TROUVER UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE **WWW.MAZDA.CA** OU TÉLÉPHONEZ AU 1-800-263-4680.

**PRÊT ☑ À ROULER** INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA : PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

* Offres portant uniquement sur la location au détail des Mazda3 GX (D4XS50AA00) et des Mazda3 Sport GX (D5XS50AA00) 2010 neuves et des Mazda6 GS 4 cyl. (G4SY69AA00) 2009 neuves. Comptant initial ou échange équivalent et premier versement mensuel exigés à la livraison. Frais de transport et préparation de 1 395 $ en sus. Aucun dépôt de sécurité requis. Sur approbation du crédit. Limite de 20 000 km par année. Frais de 10 ¢ le km additionnel à la fin du terme. Location avec limite de 25 000 km par année disponible. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au RDPRM en sus. Les modèles illustrés le sont à titre indicatif seulement en ce qu'ils peuvent comporter des équipements optionnels non inclus dans les prix mentionnés. Les concessionnaires peuvent louer à prix inférieur. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Un échange peut être nécessaire entre concessionnaires. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 10 mars 2009.

PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS

1743118A

1743128

## blessures de guerre

Hier, nous avons raconté l'histoire du caporal-chef Ismaël Fournier, gravement blessé le 16 novembre 2007 en Afghanistan dans l'explosion d'une bombe artisanale au passage de son véhicule blindé. Le lieutenant Simon Mailloux se trouvait à bord du même engin. Amputé d'une jambe, ce jeune homme de 25 ans est aujourd'hui aide de camp de la gouverneure générale du Canada, mais il souhaite toujours retourner à Kandahar.



PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE

LIEUTENANT SIMON MAILLOUX – 3e Bataillon du Royal 22e Régiment

# de kandahar à rideau hall



ANDRÉ DUCHESNE

**OTTAWA — Le lieutenant Simon Mailloux était responsable de l'avant-garde du long convoi de 23 véhicules qui, le soir du 16 novembre 2007, a quitté la base d'opération avancée de Ma'sum Ghar, près de Kandahar. La mission: établir un poste de police afghan.**

«Mon travail consistait à préparer le terrain pour le commandant de la compagnie», dit-il.

Mais 15 minutes après le départ, l'expédition tourne au drame.

L'explosion fait trois morts et autant de blessés. Simon Mailloux conserve le souvenir d'un «gros flash blanc». Ensuite, c'est l'évacuation, le transfert en Allemagne et à l'hôpital de L'Enfant-Jésus, les opérations, le congé de l'hôpital à Noël pour être avec les siens. Le deuil des camarades tués.

Amputé de la jambe gauche, le lieutenant Mailloux n'a pas perdu un gramme de sa détermination.

En février 2008, moins de trois mois après l'attentat, il a recommencé à travailler, à raison d'une journée par semaine, dans les bureaux de la garnison de Valcartier, à la quelle il est rattaché. Au printemps 2008, à la suite d'un reportage dans le magazine *L'actualité*, il a multiplié les entrevues, dans lesquelles il affirmait haut et fort qu'il voulait retourner en Afghanistan.

Mais, en août dernier, il a décroché un job qu'il avait déjà souhait faire avant même d'être déployé au pays des talibans: devenir aide de camp de la gouverneure générale. Depuis, il s'y consacre corps et âme tout en poursuivant sa réadaptation. Il rêve toujours de retourner en Afghanistan, de préférence dans une «position d'opération», un terme de jargon militaire qui désigne une zone de combat.

Doit-on, dans ce cas, parler de détermination ou de folie? Sa famille, sa conjointe, ses plus proches amis, comme n'importe quel quidam rencontré dans la rue, ne lui disent-ils pas, au contraire, que c'est carrément de la folie? Soyons brutal. Que cherche-t-il dans la poursuite de ce projet? À y laisser sa peau? Une autre jambe?

Simon Mailloux écoute sans broncher. Le très léger sourire qui se dessine sur son visage signale que cette question-là, il l'a déjà entendue. Souvent. Calme, posé, serein, sûr de lui, le jeune homme de 25 ans vous regarde droit dans les yeux.

«Pout!» fait-il avec ses lèvres. Vous savez, ce son qu'on émet lorsqu'on veut dire: «Y a rien là. C'est quoi, le gros problème?»

«Ce n'est pas parce que je veux retourner là-bas que je suis fou, commence-t-il. Pour moi, le but principal est de prouver la valeur de notre mission. Je me suis rendu en Afghanistan, j'ai accompli plein de choses. Je sens que j'ai un engagement envers la mission. Et je suis capable, selon moi, d'y retourner. Si je n'y vais pas, je manque à mon engagement. Pour moi, c'est quelque chose de primordial. Si je suis dans les Forces canadiennes et que je suis incapable de me déployer, il y a quelque chose qui ne marche pas.

– Vous parlez d'engagement. Envers qui?

– Envers la population afghane. On a travaillé pour essayer d'accomplir des choses. Le travail est commencé. Il est avancé. Mais il n'est pas terminé. Il y a beaucoup de choses à accomplir encore. Je ne dis pas que le Canada doit rester là-bas jusqu'à ce que ce pays devienne totalement développé. Mais il y a des choses dont les gens ont besoin et que nous pouvons leur apporter: la sécurité, le développement, de l'eau propre...»

### Une entrevue debout

Après plusieurs interventions chirurgicales et un bon moment passé sous sédatifs, Simon Mailloux a amorcé sa réadaptation au début de janvier 2008. Le mois suivant, il est retourné à temps partiel dans son unité faire des tâches administratives. C'est à ce moment que l'idée de devenir aide de camp lui a retraversé l'esprit.

Il n'avait pas le grade voulu (capitaine), mais il a tout de même entrepris des démarches pour tenter sa chance. Pour un jeune officier, le job compte plusieurs défis. En plus, Mailloux avoue son admiration pour l'actuelle gouverneure générale.

Au même moment, à Rideau Hall, on avait été fortement impressionné par son passage à l'émission *Tout le monde en parle*.

«Ayant vu de quelle façon il avait pu argumenter, comment il avait été en mesure de bien expliquer pourquoi il était en

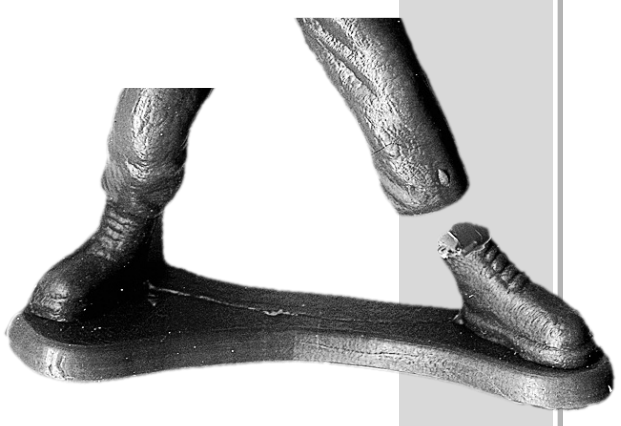
Afghanistan, j'ai trouvé qu'il s'exprimait bien, ce qui est nettement un atout pour le poste », raconte Bernard St-Laurent, sous-secrétaire, politique, programme et protocole, responsable de 86 personnes à Rideau Hall. Il en a discuté avec sa patronne, Michaëlle Jean.

Quelques jours plus tard, à l'occasion d'une cérémonie à l'aérodrome de Trenton, où était rapatrié le corps d'un soldat, St-Laurent a parlé de Mailloux au major-général Walter Semianiw, chef du personnel militaire des Forces canadiennes. Or, lui aussi voulait discuter d'un poste à Rideau Hall pour le jeune homme.

Le lien s'est établi. Mais le job n'était pas acquis.

« Je devais voir si Simon pouvait passer beaucoup de temps debout à côté de la gouverneure générale, à se déplacer, etc., dit Bernard St-Laurent. Donc, nous avons fait une entrevue en marchant, à la Citadelle de Québec (la seconde résidence officielle de la gouverneure générale), raconte-t-il. J'ai dit à Simon : « Je vais te montrer comment les lieux sont disposés et t'expliquer quel genre de travail on demande à un aide camp. Et je te poserai des questions. »

« je devais voir si simon pouvait passer beaucoup de temps debout à côté de la gouverneure générale. »



De retour au bureau, St-Laurent explique à Mailloux qu'il venait de faire, à son insu, une évaluation de sa condition physique. « C'était une façon un peu sournoise de voir quelle était sa capacité, convient sans gêne le supérieur. C'était important pour moi de voir s'il était en mesure d'accomplir le travail. Il a très bien répondu. »

## Retour au combat

Étonnante, la réadaptation du soldat Mailloux ?

« Être amputé, ce n'est pas être handicapé à vie, fait-il. C'est une condition qui impose certaines restrictions. Pour certaines activités, on peut avoir besoin d'une certaine adaptation. Je suis allé en vacances avec ma conjointe au Nicaragua. J'ai fait de l'équitation, j'ai nagé dans l'océan. J'ai fait une randonnée en bordure d'un volcan. Chaque fois, je me plantais, je me ramassais un peu partout. Mais ce n'est pas grave, ce sont des choses qui arrivent. »

Et ce parachutiste de formation compte bien sauter à nouveau sous peu. Déjà, l'été dernier, il a bien failli. Seul le mauvais temps a annulé son projet à la dernière minute.

Dans les semaines qui viennent, quelque 1600 camarades de Simon Mailloux rattachés à la base de Valcartier seront déployés à Kandahar. Quand il en aura l'occasion, il ira les saluer. Non sans un pincement au cœur. Le déploiement de 2009 ne sera pas le sien.

Mais comme la mission canadienne doit prendre fin en 2011, les militaires de Québec devront y faire une autre rotation. À ce moment-là, Mailloux aura terminé son affectation de deux ans comme aide de camp. Son objectif de retourner en Afghanistan sera intact, croit-il.

Pourra-t-il, comme il le souhaite, retourner dans une position de combat ? « Je dois me demander si je vais mettre en danger les gars en raison de ma condition. Lorsque j'aurai atteint la capacité maximale de ma réadaptation, je devrai répondre à cette question. »

Il devra aussi attendre le feu vert de l'état-major, qui n'a jamais envoyé un amputé sur le terrain. En cas de refus, le lieutenant Simon Mailloux dit avoir d'autres options. Il y a de « bons postes » au quartier général, à l'aérodrome de Kandahar ou encore à des postes de non-combattant sur le terrain.

Comme quoi, par exemple ? Comme faire partie d'une équipe dont le travail est de… désamorcer des bombes, répond-il le plus sérieusement du monde.



PHOTO FOURNIE PAR RADIO-CANADA

**Le grand public a découvert le courage et la détermination du lieutenant Simon Mailloux lors de son passage à l'émission *Tout le monde* en parle l'an dernier.**

# fonction : aide de camp

ANDRÉ DUCHESNE

OTTAWA — Qu'est-ce qu'un aide de camp ? Dans le jargon militaire, c'est un officier qui assiste un supérieur en voyant à faire exécuter ses ordres et en répondant à diverses demandes. Mais dans le cas de la gouverneure générale, qui est aussi commandante en chef des Forces canadiennes ?

En posant cette question au lieutenant Simon Mailloux, nous ajoutons, non sans une pointe de provocation, que dans la tête de certains, aide de camp de la GG se résume à tenir son manteau et son sac pendant qu'elle serre des mains en suivant le protocole…

« Le job, c'est tout et c'est rien, explique Simon Mailloux. Nous sommes responsables de A à Z de tous les déplacements et du soutien logistique de madame. Dans les soirées, on fait le lien avec les médias, les services (comme la GRC ou le chauffeur), les invités. On s'assure que la machine roule pour leurs Excellences. Et on représente les Forces canadiennes en leur présence. »

Et… oui, l'aide de camp va tenir le sac à main, le manteau, les gants, le chapeau de la GG si elle arrive à un endroit où il n'y a pas de place pour les laisser.

« Mais on peut aussi demander à des gens dont le rang est pas mal plus élevé que le nôtre de se tasser parce que madame doit faire quelque chose, dit Simon Mailloux. J'ai déjà demandé au premier ministre de se tasser », ajoute-t-il, espiègle.

Règle générale, on compte quatre aides de camp à Rideau Hall. Lorsqu'un de ces aides n'accompagne pas la GG, il travaille à d'autres projets. Il peut par exemple préparer un prochain voyage ou occuper des tâches administratives.

Dans toutes ses apparitions officielles, la gouverneure générale est accompagnée d'un aide de camp. Ainsi, lorsque le président Obama est venu à Ottawa le 19 février dernier, c'est le lieutenant Mailloux qui était en fonction.

« on s'assure que la machine roule pour leurs excellences. et on représente les forces canadiennes en leur présence. »

### Deux fois sur le terrain…

En janvier dernier, lorsque Michaëlle Jean a visité Haïti, c'est aussi Simon Mailloux qui l'accompagnait. D'aucuns parmi les membres de la délégation ont été impressionnés de voir cet homme amputé de la jambe gauche se déplacer dans des endroits ravagés par les ouragans de l'automne 2008, où le sol est raboteux, crevassé.

Ce qu'on sait moins, c'est que, deux jours avant la visite officielle, il a parcouru tous les lieux et les terrains où devait se déplacer la délégation afin d'évaluer, entre autres choses, si la gouverneure générale serait en mesure d'y… marcher.

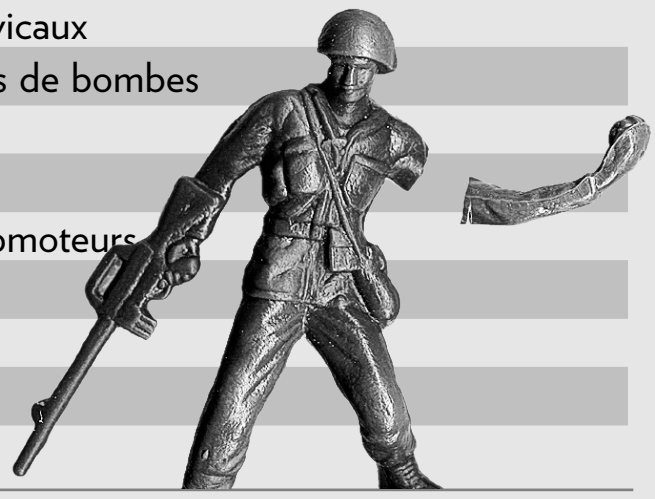
« C'est mon travail, dit-il. Je dois être capable de faire tout ce que madame fait et un petit peu plus. »

## DES DIZAINES DE BLESSÉS EN 2007

ANDRÉ DUCHESNE

Au cours de leur dernière rotation en Afghanistan, de l'été 2007 au début de l'année 2008, 68 militaires rattachés à la base de Valcartier ont dû être rapatriés en raison de blessures graves. C'est ce que rapportait le quotidien *Le Soleil* de Québec dans un article publié le 11 février 2008. La source du journal était la major Chantal Descôteaux, alors médecin-chef de la base militaire. Selon ce qu'elle avait précisé, les blessures se détaillaient ainsi :

| | |
|---|---|
| 8 | cas de fractures multiples dont 4 nécessitant une amputation |
| 5 | traumatismes crâniens cervicaux |
| 5 | cas imputables à des éclats de bombes |
| 1 | cas de blessure par balle |
| 1 | problème d'oreille grave |
| 17 | entorses et problèmes locomoteurs |
| 14 | cas de médecine interne |
| 3 | hernies inguinales (à l'aine) |
| 7 | cas de stress opérationnel |
| 7 | cas de dépression |



Sont exclues de cette liste les blessures mineures n'ayant pas nécessité une évacuation. Selon *Le Soleil*, huit autres militaires, blessés mais non rapatriés sur-le-champ, ont été soignés pour blessure psychologique à leur retour. En 2004, lors de leur rotation précédente à Kaboul, les soldats de Valcartier n'avaient enregistré aucune perte de vie dans leurs rangs. Les cas de blessures étaient rares. Il faut reconnaître que le danger était beaucoup moindre qu'à Kandahar.

## CYBERPRESSE.CA

Lisez notre dossier complet sur **cyberpresse.ca/blessures**

ENVIRONNEMENT

**Journée mondiale de l'eau** Réflexion sur les enjeux transfrontaliers

# L'abondance de l'eau est un mythe

La Journée mondiale de l'eau se déroule, aujourd'hui, sur le thème des eaux transfrontalières, un enjeu qui interpelle les Québécois au moment où se dessine un nouveau plan de régulation des eaux du fleuve et des Grands Lacs. *La Presse* s'est entretenu avec deux experts de la question, Christian Simard et Marc Hudon, tous deux de Nature Québec.

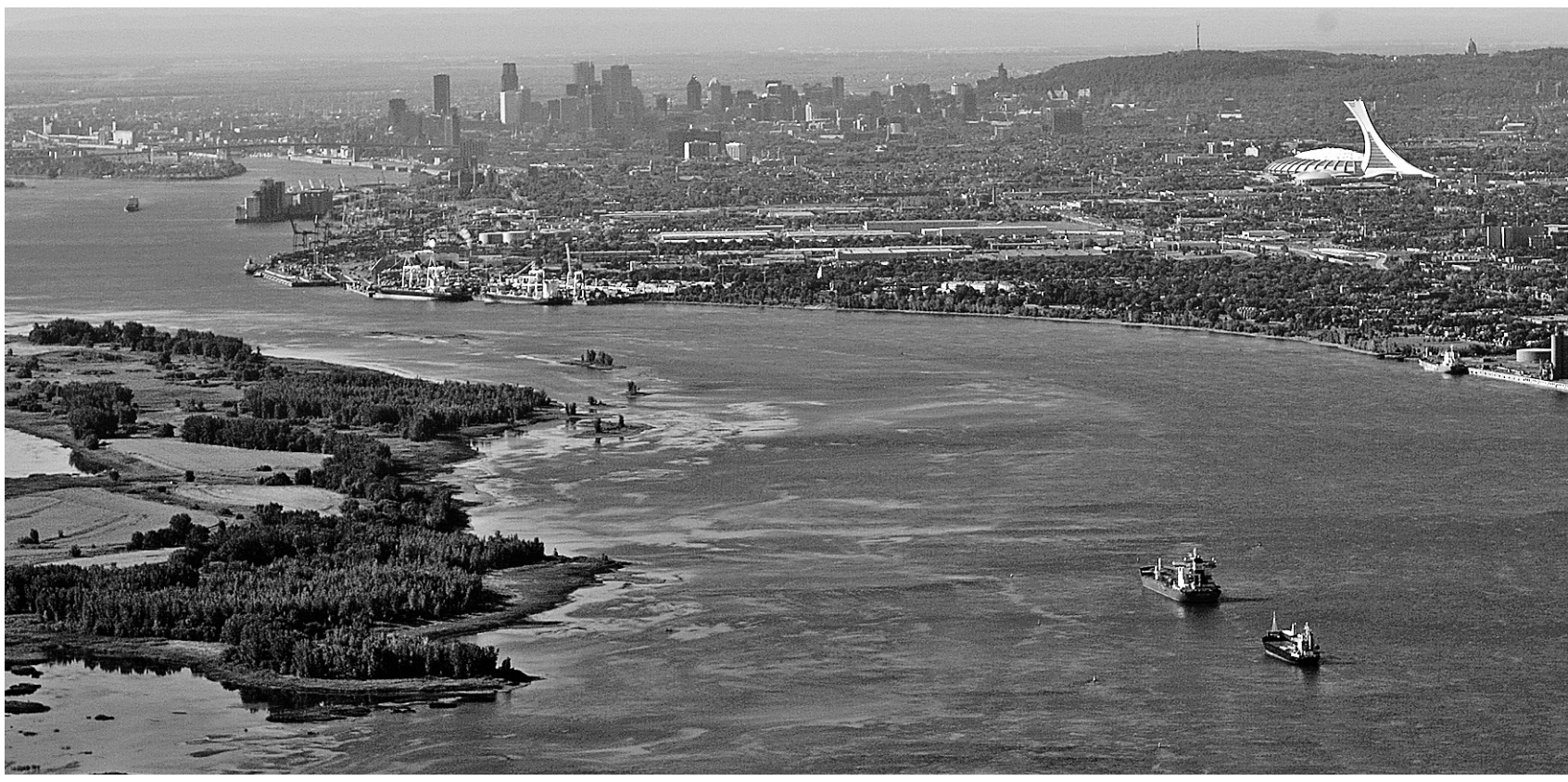


PHOTO IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

**« Le Saint-Laurent est, selon plusieurs, le plus grand bassin d'eau douce au monde. Les Québécois ont donc la responsabilité de s'intéresser à l'eau en tant que gestionnaires de ce patrimoine mondial », affirme Christian Simard de Nature Québec.**

FRANÇOIS CARDINAL

**Q Pourquoi les citoyens devraient-ils se sentir interpellés par la Journée mondiale de l'eau?**

R Marc Hudon: En raison de leur insouciance et de la précarité de la ressource. Cette journée est un moment d'arrêt qui permet de prendre conscience de l'importance de l'eau, du fleuve, des Grands Lacs. Le Saint-Laurent n'est pas qu'un obstacle au retour à la maison, vous savez...

R Christian Simard: Les Québécois gèrent ce qui est, selon plusieurs, le plus grand bassin d'eau douce au monde. Ils ont donc la responsabilité de s'intéresser à l'eau en tant que gestionnaires de ce patrimoine mondial.

**Q Quel est le principal obstacle à une gestion responsable de l'eau?**

R MH: Le mythe de l'abondance. Chaque fois qu'on ouvre le robinet, l'eau coule. On a l'impression qu'il n'en manquera jamais. Or, il faut s'attendre à ce que la répartition de l'eau devienne de plus en plus problématique dans le secteur du fleuve et des Grands Lacs.

**Q Que voulez-vous dire?**

R MH: Les instances politiques auront un jour des choix à faire concernant la répartition de l'eau. Entre le Québec et l'Ontario. Entre le Québec et les États-Unis. Il importe donc de faire nos devoirs tout de suite, de conserver la ressource le plus possible pour ne pas avoir une image de gaspilleurs. Et cela, afin de pouvoir justifier nos besoins en période de crise.

R CS: Il est clair, dans l'entente sur le fleuve et les Grands Lacs intervenue entre le Québec, l'Ontario et les huit États américains, que chacun devra respecter des objectifs précis de conservation de l'eau. Si on ne les atteint pas, on risque de ne pas avoir voix au chapitre dans l'ensemble de la gestion du bassin.

**Q Tout cela ressemble à un mauvais film hollywoodien... Sommes-nous vraiment rendus là?**

R CS: Il faut se rappeler que Montréal a passé à un cheveu de manquer d'eau lors de certaines périodes de canicule, en 1999 et en 2003 si je ne m'abuse. La prise d'eau n'étant pas assez inondée, il y a eu des vibrations extrêmes, et le tout a presque flanché. On a frôlé la catastrophe.

R MH: Avec le réchauffement du climat, plusieurs villes commencent déjà à manquer d'eau. On le voit en Ontario, où des villes comme London et Windsor ont eu des pénuries d'eau lors de périodes de canicule.

**Q Que penser de l'implication du fédéral dans le dossier de l'eau?**

R CS: Rappelons-nous que le 22 mars 2007, Journée de l'eau, le gouvernement conservateur a annoncé en grande pompe une stratégie nationale de l'eau... qui n'a jamais vu le jour. Pire encore, depuis l'annonce, le gouvernement a abandonné ses compétences sur les eaux navigables. Il a affaibli le processus d'évaluation environnementale. Il a éliminé le financement de la recherche sur les changements climatiques, ce qui touche directement la gestion de l'eau. Il y a donc contradiction flagrante entre la volonté exprimée et la pratique.

**Q Que devrait faire Ottawa pour renverser la tendance?**

R MH: On a besoin de décisions basées sur la science plutôt que sur l'idéologie. On a besoin d'un plus grand financement, d'un engagement officiel à ne pas exporter d'eau, bref d'une politique nationale de l'eau. Cela aiderait les communautés autochtones, permettrait de moderniser les infrastructures et de réduire les avis d'ébullition de l'eau, qui se comptent par centaines chaque année.

R CS: Il y a encore 100 communautés autochtones qui n'ont pas accès à de l'eau potable au Canada. C'est le tiers-monde!

**Q Le Québec fait-il preuve de plus d'initiative?**

R MH: Sur le plan des enjeux transfrontaliers de l'eau, le Québec est extrêmement présent et efficace. La population ne s'en rend pas compte, mais moi, je le vois dans les différents comités de travail. Cela dit, il y a des lacunes du côté du soutien aux communautés. Le gouvernement a récemment accordé 15 millions aux organismes de bassin versant, ce qui est un signal absolument positif. Mais il y a encore beaucoup de travail à faire.

R CS: Il n'y a qu'à considérer la question des redevances, qui traîne depuis 2003, pour s'en convaincre. Nous sommes en 2009 et il n'y a toujours pas l'ombre du bout du nez d'une redevance sur l'eau. C'est majeur. Regardons seulement les embouteilleurs, qui font affaire dans une industrie extrêmement lucrative mais qui ne payent toujours pas l'eau qu'ils pompent.

**Q L'ONU a félicité le Québec pour son approche par bassin versant. C'était mérité?**

R CS: Oui, tout le monde est content de l'approche par bassin versant. Mais il faut passer à une autre étape. Il faut des orientations précises, des objectifs mesurables: dans 10 ans, par exemple, dans tel bassin versant, il devra y avoir moins de phosphore, moins de nitrate; les bandes riveraines devront être mieux protégées, etc. Il ne faut pas qu'on se limite à jaser pour jaser.

COURRIEL
**Pour joindre notre journaliste: francois.cardinal@lapresse.ca**

**CHRISTIAN SIMARD**
Directeur général de Nature Québec. Figure bien connue de la scène environnementale, ancien député bloquiste de Beauport-Limoilou, il a aussi été directeur général de l'Union québécoise pour la conservation de la nature.

**MARC HUDON**
Directeur du programme Saint-Laurent/Grands Lacs à Nature Québec. Il est aussi président du Comité Zone d'intervention prioritaire Saguenay et du Conseil consultatif régional sur les déversements d'hydrocarbures en milieu marin de la région du Québec.

**Exposition** organisée par la fondation de Guy Laliberté

# Voyage au cœur de l'eau

VIOLAINE BALLIVY

C'est à Montréal que sera lancée la première activité d'envergure organisée par la Fondation One Drop du fondateur du Cirque du Soleil, Guy Laliberté. Le Centre des sciences accueillera dès le mois prochain, et pendant tout l'été, une exposition multimédia destinée à sensibiliser la population aux problèmes d'accessibilité et de préservation de l'eau dans le monde.

Intitulée *Aqua*, l'exposition est présentée comme un « voyage au cœur de l'eau » en huit chapitres d'une durée totale de 30 minutes. Les visiteurs pénétreront en groupes d'au plus 60 personnes dans une salle tapissée d'écrans géants sur lesquels seront projetées des images sur 360 degrés, avec musique et effets spéciaux d'éclairage. Le spectateur aura parfois l'impression d'être littéralement plongé dans l'eau, avant d'être transporté dans ces contrées désertiques où elle se fait soit trop rare, soit immanquablement impropre à la consommation. Les conséquences sociales de la pénurie d'eau seront particulièrement mises de l'avant.

Aucun acrobate, musicien ou autre artiste ne se produira pendant les présentations, mais la signature du Cirque du Soleil devrait bien se faire sentir. « Ce ne sera pas une exposition classique et didactique comme on a l'habitude d'en voir dans les musées », prévient d'emblée la directrice des programmes de sensibilisation de One Drop, Nicole Ollivier. « Notre approche est d'abord émotive et poétique. On veut que les gens tombent en amour avec l'eau », dit-elle.

Car au-delà du spectacle, les organisateurs espèrent que les visiteurs partiront avec le désir de faire des gestes concrets soit pour mieux préserver l'eau, mieux la protéger ou faire en sorte qu'elle soit mieux distribuée.

« Cela peut être aussi simple que d'économiser l'eau à la maison, faire un don à un organisme voué à la préservation de la ressource ou faire des recherches pour comprendre comment fonctionne le cycle de l'eau », dit M^me^ Ollivier.

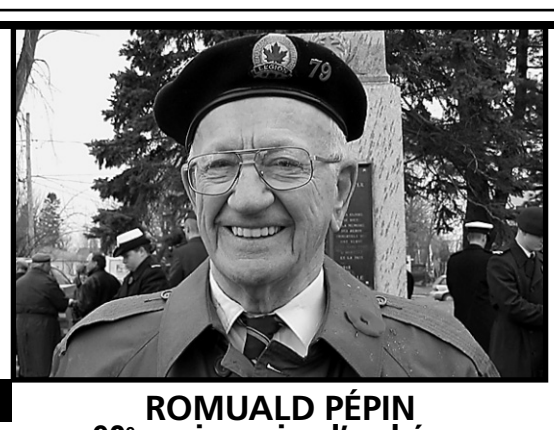
Tous les profits réalisés seront consacrés à des projets destinés à favoriser l'accès à l'eau potable dans les pays où elle se fait rare, et à sensibiliser la population là où elle est heureusement plus abondante.

L'exposition, destinée aux 7 à 77 ans, accueillera les visiteurs du 15 avril au 7 septembre, avant de partir en tournée nord-américaine.

CÉLÉBRITÉS...



**AURÉLIE LEBLANC-DERASPE**
Félicitations pour tes 90 ans que tu portes à merveille!
On est tous très fiers de toi!
Longue vie encore et surtout, Santé et Bonheur!!!
On t'aime tous très fort!
Tes enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.



**ROMUALD PÉPIN**
**90e anniversaire d'un héros**
En ajout à vos médailles honorifiques, nous vous remettons la décoration du Grand-père d'honneur.
Votre immense sens de la famille et toutes vos attentions ont fait de nous une famille unie et fière de ses origines.
De vos petits-enfants qui vous aiment.

VOUS AVEZ UN ÉVÉNEMENT À CÉLÉBRER ?
Soulignez-le !
LA PRESSE
tous les dimanches dans *La Presse*
Composez le (514) 285-7274
appels interurbains (sans frais) 1 866 987-8363
celebrites@lapresse.ca
CELEB_22-03-09

BRANLE-BAS DE COMBAT !
LES SPORTS
Tous les jours dans LA PRESSE

promotion
ON NE VIT PAS DE CE QUE L'ON MANGE, MAIS DE CE QUE L'ON DIGÈRE
*(Alexandre Dumas)*
Vous pouvez tirer un immense profit de mieux-être avec l'emploi régulier de la formule Phytobec à multiéléments moléculaires végétaux et minéraux chelatés.
Nous ne pouvons analyser, ici, en détail tous ses éléments, les minéraux par exemple sont chelatés, que l'on nomme protéinates, cette chélation ayant pour but d'augmenter l'assimilation... mais il fallait y penser... il fallait le faire. Des minéraux c'est bien... encore faut-il qu'ils soient digérés voir assimilés par votre organisme... ça c'est une autre histoire. C'est ça Phytobec des minéraux chelatés pour une meilleure absorption.
*Phytobec contient des antioxidants pour le maintien d'une bonne santé.
Phytobec : titulaire d'une nouvelle licence et reconnu par les autorités gouvernementales comme produit de santé naturel : NPN 02229746. * Ces allégations font partie intégrante de la licence. En vente partout, mais pas n'importe où!
1749485





PHOTOS FOURNIES PAR LE MUSÉE MCCORD

**L'exposition présentée au musée McCord raconte trois siècles et demi de présence irlandaise au Québec au moyen de photos, de documents et d'objets divers.**

**Exposition** au Musée McCord

# Les Québécois, ces Irlandais

Le défilé de la Saint-Patrick a lieu aujourd'hui. Voilà une belle occasion, pour bon nombre de Québécois, de célébrer leur « sang vert ». Heureuse coïncidence : le musée McCord consacre actuellement une exposition à l'apport des Irlandais à la société québécoise.



JEAN-CHRISTOPHE LAURENCE

Vous êtes Québécois « de souche » ? Il ne serait pas étonnant que vous ayez un peu de « sang vert ».

Lors du dernier recensement – celui de 2006 –, 400 000 Québécois ont dit avoir des origines irlandaises. C'est énorme. Mais à en croire Lorraine O'Donnell, commissaire de l'exposition *Irlandais O'Québec* (commencée vendredi au musée McCord), la contribution irlandaise à la société québécoise ne s'arrête pas là.

« Ce fut un apport énorme, tant sur le plan du patrimoine tangible que du patrimoine intangible », résume l'historienne.

Lancée par la Société St. Patrick, qui fête cette année son 175e anniversaire, *Irlandais O'Québec* raconte trois siècles et demi de présence irlandaise au Québec. Photos, objets religieux et documents divers à l'appui, l'exposition permet de comprendre comment le *shamrock* (trèfle irlandais) a pu prendre racine aussi profondément.

On y apprend, entre autres choses, que la présence irlandaise remonte à bien plus loin que l'explosion migratoire des années 1840. Et à plus loin encore que la conquête britannique. « La première trace d'un Irlandais en Nouvelle-France remonte à 1650, souligne Mme O'Donnell. C'était un O'Brennan. Il a épousé une fille du Roy et est devenu un Aubry. Il a eu une vie très québécoise. »

Avec les années et le flux grandissant de l'immigration irlandaise, les rapports n'ont cessé de se resserrer entre les deux communautés, notamment grâce aux mariages interculturels. Entre 1845 et 1850, des centaines d'orphelins irlandais, victimes collatérales de l'hécatombe de la Grosse-Île (10 000 réfugiés morts en quarantaine), ont par ailleurs été adoptés par des familles québécoises qui leur ont permis de conserver leurs noms.

### Catholicisme et pauvreté

Pour Mme O'Donnell, il ne fait aucun doute que les affinités religieuses ont facilité cette intégration puisque les Irlandais étaient en grande partie catholiques. Idem pour les affinités de classe sociale. Généralement pauvres, les Irlandais et les Canadiens français ont, pour beaucoup, appris à se connaître dans les quartiers ouvriers de Québec et de Montréal.

Ce sont là de grands clichés, reconnaît Mme O'Donnell, en ajoutant que des nuances s'imposent. De fait, il y avait aussi beaucoup d'Irlandais protestants. Et beaucoup d'Irlandais qui réussissaient en affaires. Sans parler des tensions – notamment linguistiques – qui ont parfois freiné la rencontre entre les deux communautés. « Quand on veut résumer 350 ans d'histoire, il faut faire attention aux raccourcis », observe l'historienne.

Il n'en demeure pas moins que l'influence irlandaise, « diffusée à la base », a véritablement teinté l'identité québécoise, que ce soit dans la musique traditionnelle (Mary Travers alias La Bolduc), dans les manières de vivre ou dans les habitudes alimentaires. « La culture de la bière, l'amour de la pomme de terre, du ragoût : tout cela est très irlandais, conclut Mme O'Donnell. Un des défis de cette exposition était de communiquer cette réalité-là. »

***Irlandais O'Québec*, au musée McCord (690, rue Sherbrooke Ouest), jusqu'au 4 avril 2010.**

## MONTRÉAL IRLANDAIS

**Vivre à l'irlandaise à Montréal ? C'est possible. Que ce soit pour apprendre le gaélique, jouer du bodhrán ou tout simplement prendre une bonne « pinte », la ville ne manque pas de bons plans. Nos suggestions.**

### Boire une bière

HURLEY'S IRISH PUB
Ce sont les Irlandais eux-mêmes qui le disent : Hurley's est le pub irlandais le plus authentique à Montréal, et non pas un de ces *pubs in a box* qui n'ont d'irlandais que le nom. Bon choix de bières, de whisky irlandais, musique *live* tous les soirs. Le propriétaire du pub, Bill Hurley, est réputé pour ses dons fréquents à différents organismes irlandais.

1225, rue Crescent,
514-861-4111
www.hurleysirishpub.com

McKIBBIN'S IRISH PUB
Les étudiants de McGill et de Concordia adorent McKibbin's pour ses 28 marques de bières importées et ses repas servis jusqu'à tard dans la nuit. Mention spéciale pour la succursale de Pointe-Claire, avec ses salles thématiques inspirées de la culture irlandaise (cottage, théâtre Abbey de Dublin, *Titanic*). Musique *live* tous les soirs.

1426, rue Bishop, 514-288-1580
6363, route Transcanadienne,
Complexe Pointe-Claire,
514-693-1580
www.mckibbinsirishpub.com

### Manger

SALON DE THÉ CELTIQUE GRYPHON D'OR TEA ROOM
Gryphon d'or compte à peine 28 places, mais son menu pourrait nourrir une armée. Spécialisé en *comfort food*, ce petit resto propose des plats typiques des îles britanniques, dont le fameux *dingle fish chowder* irlandais.

5968, avenue Monkland
514-485-7377

### Magasiner

MAISON BRAMBLE HOUSE
Située dans le village Valois, à Pointe-Claire, Bramble se spécialise dans les produits britanniques de toutes sortes, des bijoux aux accessoires pour le thé. On y trouve un certain nombre de produits irlandais, comme les porcelaines Belleek, marque vieille de 150 ans.

57, avenue Donegani, Pointe-Claire,
514-630-6363, www.bramblehouse.net

### Jaser

COHMRÁ IRISH LANGUAGE SCHOOL
Dérivée du gaélique, la langue irlandaise est encore en usage. Elle est parlée sur une base quotidienne par 3 % des habitants de la république d'Irlande, et plus de 40 % affirment la comprendre. On l'enseigne à Montréal à l'école Cohmrá (prononcez cora), le mot irlandais pour « conversation ».

www.comhra.org

### Danser

BERNADETTE SHORT SCHOOL OF IRISH DANCING
Si vous voulez giguer comme dans *Riverdance*, voici le bon endroit. Fondée en 1977, cette école dispense ses cours à Châteauguay, à NDG et à Beaconsfield et organise le Ville Marie Feis, concours pancanadien de danse traditionnelle irlandaise.

514-697-4343
www.montrealirishdance.com

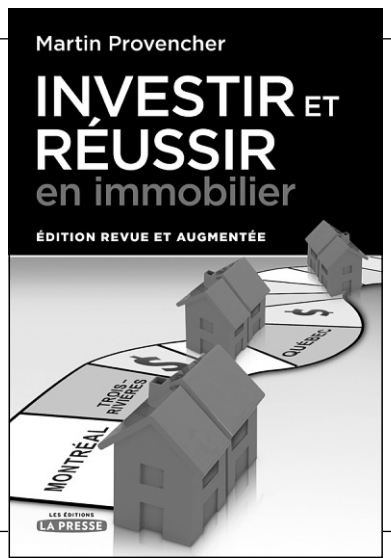
### Jouer l'air de *Titanic*

SIAMSA SCHOOL OF IRISH MUSIC
Les amateurs de musique celtique trouveront leur bonheur dans cette école « trad » où l'on enseigne toutes sortes d'instruments irlandais, dont la flûte, l'accordéon à boutons et le bodhrán. Siamsa signifie « agréable diversion musicale » en irlandais !

www.siamsa.org

## OÙ FÊTER ?

Aujourd'hui, Montréal vire au vert. Le 185e défilé de la Saint-Patrick démarre à midi tapant, à l'angle des rues du Fort et Sainte-Catherine (métro Peel ou Atwater) et devrait se terminer quelques heures plus tard au coin de la rue Saint-Urbain (métro Place-des-Arts). Entre les deux points, ce sera l'habituel cortège de drapeaux, de chars tonitruants et de chapeaux verts en plastique. Si vous voulez poursuivre la fête, on vous suggère les pubs irlandais Hurley's (1225, rue Crescent), McKibbin's (1426, rue Bishop), O'Reagan's (1224, rue Bishop), The Irish Embassy (1234, rue Bishop) ou le Old Dublin (636, rue Cathcart), qui offrent tous un menu spécial bien consistant (ragoût, sandwichs, saucisses, cafés irlandais, déjeuners irlandais) en plus de présenter de la musique *live* du matin jusqu'au soir.




LES **RENDEMENTS** DE LA BOURSE VOUS DÉPRIMENT ?



Martin Provencher, investisseur à succès, vous livre ses secrets et le fruit de son expérience pour **faire fructifier votre argent grâce à l'immobilier.**
ÉDITION REVUE ET AUGMENTÉE

LES ÉDITIONS LA PRESSE

EN VENTE EN LIBRAIRIE OU SUR WWW.LIBRAIRIE.CYBERPRESSE.CA

1731944A

# FORUM

**André Desmarais** › Président du conseil d'administration LA PRESSE
**Guy Crevier** › Président et éditeur
**Philippe Cantin** › Vice-président à l'information et éditeur adjoint
**Éric Trottier** › Directeur de l'information **André Pratte** › Éditorialiste en chef

## ÉDITORIAUX

# *Le comble de l'irresponsabilité*



apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

Comme chaque année ou presque, le budget déposé jeudi dernier par la ministre des Finances du Québec comprend un chapitre dénonçant l'insuffisance des transferts fédéraux. Les changements apportés par Ottawa au cours des derniers mois «ont des conséquences importantes sur les finances publiques du Québec», affirment les documents du budget. Le gouvernement provincial serait privé de 695 millions en 2010-2011 et de 1 milliard par an par la suite.

***Les Québécois doivent ajuster la générosité des programmes sociaux à leur capacité fiscale.***

Le gouvernement Charest a raison de déplorer que, fidèle à ses vieilles habitudes, le fédéral ait modifié les modalités de ses programmes de transfert sans en discuter au préalable avec les provinces. Ottawa se réfugie toujours derrière des arguments techniques d'une grande complexité pour expliquer de tels changements. La réalité, c'est que ces arguments techniques sont élaborés a posteriori pour justifier des décisions politiques visant soit à limiter la croissance des dépenses – un objectif évidemment légitime – ou à venir en aide à l'une ou l'autre province.

Malheureusement, depuis quelques années, l'argumentaire du gouvernement du Québec est très affaibli par sa propre gestion des finances publiques. Le budget de jeudi fournit au fédéral tous les arguments dont il a besoin pour rejeter les plaintes de Québec d'un revers de main.

Selon les projections des Finances, les dépenses du gouvernement (sans compter le service de la dette) auront crû de 10,9 milliards de 2006-2007 à 2010-2011. Pendant la même période, ses revenus autonomes auront augmenté de seulement 807 millions. Où Québec trouvera-t-il les 10 milliards qui lui manquent? Dans l'augmentation des transferts fédéraux: + 4,1 milliards. Le reste sera emprunté.

Autrement dit, le gouvernement du Québec réclame qu'Ottawa augmente davantage ses transferts alors que lui-même ne prend pas ses responsabilités, c'est-à-dire qu'il ne prend les moyens ni pour augmenter ses revenus ni pour contraindre la croissance de ses dépenses.

Les politiciens québécois répondront qu'il est impossible d'augmenter les impôts des Québécois et que les dépenses du gouvernement du Québec sont concentrées dans des domaines essentiels. La Constitution ne garantit-elle pas un niveau de péréquation permettant aux provinces «d'assurer les services publics à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparables»?

En effet. Et c'est justement là que le bât blesse l'argumentaire du Québec. Malgré une capacité fiscale plus faible que des provinces comme l'Ontario et l'Alberta, le Québec offre à ses citoyens des services publics qui ne sont pas «sensiblement comparables» à ceux offerts par les autres provinces, mais beaucoup plus étendus. Ainsi, lorsque le gouvernement du Québec demande au fédéral d'augmenter ses transferts, il demande aux autres Canadiens de subventionner les généreux programmes qu'il offre à ses citoyens et dont eux-mêmes ne bénéficient pas!

M^me^ Jérôme-Forget parlait jeudi d'un «budget responsable». Si les Québécois et leurs élus provinciaux étaient vraiment responsables, ils commenceraient par convenir de la nécessité d'ajuster l'envergure des programmes sociaux à leur capacité fiscale. Ils admettraient aussi que blâmer Ottawa pour l'écart qui existe actuellement entre les deux, c'est le comble de l'irresponsabilité.

# *Un échangeur à la hauteur*



nathalie.collard@lapresse.ca
NATHALIE COLLARD

Le projet de l'échangeur Turcot peut-il évoluer? Est-il permis de croire que Transports Québec sera sensible aux propositions qui pourraient faire de cette gigantesque infrastructure une construction du XXI^e^ siècle?

De nombreuses critiques ont été exprimées depuis l'annonce de la réfection de l'échangeur Turcot. La plus virulente a été émise la semaine dernière lorsqu'un groupe d'experts, regroupés sous la bannière Table de travail Turcot (TTT), a dénoncé plusieurs aspects du futur échangeur. Les membres de la TTT (dont l'urbaniste Jean Décarie et le directeur de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal, Gérard Beaudet) appuient la Ville de Montréal lorsqu'elle dit que le projet initial ne tient pas compte des principes contenus dans son plan de transport.



Les membres de la TTT vont plus loin encore et souhaitent qu'on recommence le processus de consultation. Ils aimeraient que Montréal adopte un mégaplan particulier d'urbanisme lui permettant d'assumer le leadership du projet.

Leurs propositions risquent de tomber à plat. En effet, depuis le début, on insiste sur l'urgence de commencer les travaux au nom de la sécurité des automobilistes. L'échangeur actuel tombe en ruine et, il y a quelques mois à peine, certaines voies étaient fermées pour éviter des accidents.

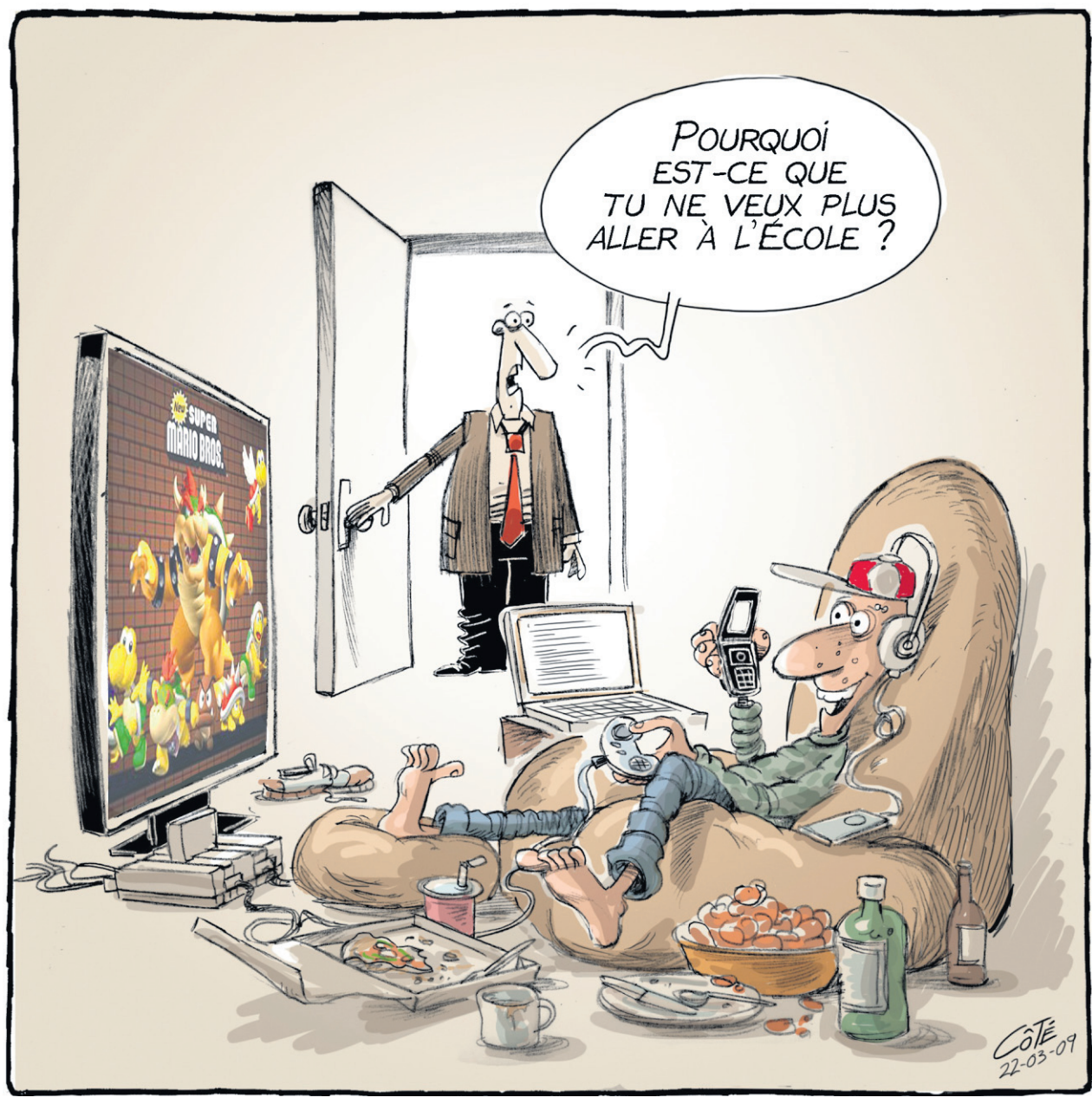
La question est la suivante: entre le désir de bâtir un échangeur d'envergure et l'urgence d'agir, est-il possible d'espérer voir le projet s'améliorer? À moins que tout soit joué?

Prenons l'idée d'abaisser l'échangeur sur des talus, par exemple. D'un côté, les ingénieurs privilégient cette option pour son aspect sécuritaire (on évite l'effondrement potentiel). On dit aussi que les talus verdiront le secteur. Les opposants au concept soutiennent pour leur part que l'emprise au sol, très large, forcera la démolition et l'expropriation en plus de créer des enclaves dans le quartier. Les deux positions méritent d'être expliquées et débattues.

Il y a aussi la question du design. Pour plusieurs, parler de design lorsqu'il est question d'un échangeur relève pratiquement de la frivolité. Mais un échangeur doit-il obligatoirement être laid? Pourquoi ne pas se soucier de l'esthétisme d'une méga-structure qui fera partie du paysage montréalais pour des décennies à venir?

En fait, la réfection de l'échangeur Turcot est l'occasion de mettre en pratique tous les beaux discours des dernières années sur le design, l'aménagement urbain et le développement durable. Nos élus vont souvent en tournée à l'étranger et reviennent emballés, citant en exemple le tramway de Lyon, le plan d'urbanisme de Strasbourg, l'approche écologique de la Suède. Pourquoi n'aurions-nous pas droit, nous aussi, à des projets novateurs et exemplaires qui feraient l'envie des autres villes? Pourquoi se contenter d'un projet ordinaire? Nous voici face à une occasion en or de faire quelque chose de bien et il semble qu'on veuille passer à côté de cette formidable occasion.

À compter de mardi débute la période d'information et de consultation publiques du BAPE. Le public pourra consulter le projet et les études d'impact du projet de réfection. S'il y a une demande en ce sens, le BAPE tiendra ensuite des audiences publiques au cours desquelles les citoyens pourront s'exprimer. Ce sera l'occasion d'exiger un échangeur à la hauteur de nos attentes.




apcote@lesoleil.com

DROITS RÉSERVÉS

## OPINION

# Attaché à Montréal et au Québec

## Le patron de la Caisse de dépôt, Michael Sabia, fait preuve d'engagement envers la communauté

PIERRE RAYMOND



***L'auteur est président du conseil du cabinet d'avocats Stikeman Elliott.***

La récente nomination de Michael Sabia au poste de président et chef de la direction de la Caisse de dépôt et placement du Québec a engendré un flot de réactions qui nous rappellent à quel point cette institution est au centre des préoccupations des Québécois. Certes, la crise financière et économique actuelle et les pertes déclarées par la Caisse pour son dernier exercice élèvent notre sensibilité vis-à-vis de toute nouvelle d'importance touchant le bas de laine des Québécois, et c'est bien ainsi.

On ne peut se cacher que la nomination d'un Ontarien à la tête d'un symbole de notre nationalisme économique risquait de susciter des commentaires tendancieux. Bien sûr, certains n'ont pu résister à cette tentation facile, même si, somme toute, ils ont affiché une certaine retenue. Cela dit, ce genre de commentaires a été rare et a surtout nui à celui ou celle qui l'exprimait plutôt qu'à la personne visée. Rapidement, on a senti que ceux qui voulaient jouer sur ce tableau ne réussissaient pas à obtenir le soutien des commentateurs ou, de façon plus importante, celui du public en général.

Le débat s'est beaucoup déplacé vers le processus suivi pour la nomination du nouveau président de la Caisse. Cette question est pertinente, mais n'est pas l'objet de mon propos. On reconnaîtra toutefois qu'on ne peut évidemment reprocher quoi que ce soit à M. Sabia à l'égard du processus suivi pour sa nomination. Cela dit, les politiciens (en particulier ceux de l'opposition) savent flairer la bonne affaire. M. Sabia ne peut éviter d'être aspiré par la tourmente des derniers jours qui vise maintenant le premier ministre.

Notre cabinet représente BCE depuis plusieurs années. L'entreprise était notre cliente avant et pendant le passage de M. Sabia chez BCE et l'est demeurée par la suite. Notre cabinet représente également le Canadien National depuis plusieurs années, et le représentait au moment où le CN a fait son premier appel public à l'épargne. Par souci d'exactitude



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

**Michael Sabia, président et chef de la direction de la Caisse de dépôt et placement du Québec.**

eu égard à certaines affirmations faites dans les derniers jours, je me permets quelques remarques.

Même si les chefs d'entreprises nationales ne sont pas toujours à l'abri de certaines critiques, il est trop facile de leur reprocher de favoriser Toronto par rapport à Montréal lorsque leur entreprise doit prendre une décision qui met en conflit

**Un dirigeant doit privilégier l'intérêt de son entreprise même si celui-ci n'est pas compatible avec l'intérêt de Montréal.**

l'intérêt des deux villes. Comme nous le savons, le dirigeant doit privilégier l'intérêt de son entreprise même si celui-ci n'est pas compatible avec l'intérêt de Montréal. Sans vouloir décortiquer toute décision de cet ordre que M. Sabia aurait pu prendre au moment où il œuvrait chez BCE ou au CN, ce dont nous avons été témoins démontrait beaucoup plus de souci et d'attachement pour Montréal ou le Québec que ce que certains commentaires lui reconnaissent.

Quant à son prétendu manque d'engagement envers la communauté montréalaise, il est nécessaire de rappeler que M. Sabia a été coprésident de la campagne de financement de Centraide du Grand Montréal avec Rémi Marcoux en 2006 et que c'est sous sa gouverne en 2005 que Bell Canada a été la première société québécoise à verser une contribution au soutien d'un projet conjoint du Centre hospitalier de l'Université de Montréal et du Centre universitaire de santé McGill. Rappelons que le don de Bell Canada s'élevait à 10 millions de dollars.

On constate que la plupart des commentateurs dans les médias se sont prononcés en défaveur de la nomination d'une personne qui a tout de même occupé pendant plusieurs années des postes stratégiques et de haute direction dans deux très importantes entreprises montréalaises. Les vents soufflent fort dans une même direction dans cette affaire. En observateur de cette tempête médiatique, je ne peux m'empêcher de penser que l'objectivité ne peut qu'en souffrir.

# Après la crise, la crise…



ALAIN DUBUC
adubuc@lapresse.ca
COLLABORATION SPÉCIALE

Le gouvernement libéral n'avait pas le choix de créer un déficit en cette période de récession mondiale. Ces déficits, de 3,9 milliards pour cette année, et de 3,8 milliards pour l'an prochain, étaient inévitables. Mais la difficulté de les ramener à zéro par la suite, et surtout, l'augmentation de la dette que cela provoquera, sont de puissants révélateurs de l'extrême précarité des finances publiques québécoises.

***Dans les quatre prochaines années, Québec devra trouver 8,77 milliards pour réussir à réduire le déficit à zéro. C'est colossal.***

Le Québec fonce dans un mur. Après la crise économique, le Québec se dirigera vers une autre crise, dont il ne se sortira que par des remises en causes profondes des missions de l'État, des façons de dispenser les services publics, ou encore en acceptant une augmentation du fardeau fiscal.

En regardant plus attentivement le budget, j'ai découvert qu'il manquait un chiffre, pourtant pas mal important: le gouvernement devra, dans les quatre prochaines années, trouver 8,768 milliards pour réussir à réduire le déficit à zéro. C'est colossal.

Le budget propose une stratégie en trois volets pour revenir à l'équilibre en 2013-1014. Le premier volet est défini et chiffré, ce sont les hausses de revenus. Le deuxième volet est défini, mais pas chiffré, et c'est un ralentissement de la croissance des dépenses. Le troisième volet est chiffré, mais pas défini, décrit comme les «autres mesures à définir».

Sur le plan des revenus, la ministre prévoit trois choses: une lutte à l'évasion fiscale qui rapporterait, en quatrième année, 900 millions, une indexation des tarifs qui donnera 195 millions, et une hausse d'un point de pourcentage de la taxe de vente, 1,265 milliard, pour un total de 2,36 milliards en 2013-2014.

Le deuxième volet, c'est de ralentir à 3,2 % la croissance des dépenses de programmes. C'est considérable, parce que la croissance normale est plutôt, depuis des années, de 5 %. Le budget ne chiffre pas cependant cet effort. Avec ce contrôle, les dépenses atteindraient 67,915 milliards dans quatre ans. À leur rythme habituel, ce serait plutôt 72,913 milliards. Une différence de 4,998 milliards, sans aucune précision sur la façon dont elles pourraient être comblée.

Le troisième volet, les «autres mesures à identifier», exigeront que l'on trouve un autre 3,770 milliards d'ici 2013. Si le gouvernement regarde du côté des dépenses, il faut additionner ces deux volets, ce qui nous donne un total de 8,7 milliards en quatre ans. Les dépenses de programme qui, normalement, auraient atteint 72,9 milliards, devraient être ramenées à 64,1 milliards, une réduction de 12 %.

Gros programme pour M^me^ Jérôme-Forget, son éventuel successeur, et ses collègues. Le gouvernement devra trouver ou couper 869 millions l'an prochain, 2,78 milliards dans deux ans, 2,76 dans trois ans, et 2,369 milliards dans quatre ans. Où? Comment? Surtout quand on veut épargner la santé et l'éducation. À moins d'augmenter les impôts.

Et ces efforts, surhumains, ne nous sortent pas du bois. On a pu voir que le Québec, tous gouvernements confondus, a tout juste réussi, au prix d'entourloupettes, à respecter l'objectif du déficit zéro. Mais le véritable assainissement des finances publiques passe par la réduction de sa dette. Celle-ci, malgré l'effort louable mais symbolique du fonds des générations, n'a jamais cessé d'augmenter. La dette nette, à 129 milliards l'an dernier, atteindra 145,6 milliards en 2011. Seize milliards de plus, ce qui la portera à 46 % du PIB, en raison des soldes budgétaires négatifs et des emprunts, notamment pour les infrastructures.

Comment s'en sort-on? Par la création de richesse, j'en suis convaincu. Mais aussi par une réflexion que, finalement, nous n'avons toujours pas poussée jusqu'au bout. Ce qu'on pourrait appeler l'ouverture de la saison de la chasse aux vaches sacrées.



PHOTO MATHIEU BÉLANGER, REUTERS

**Les choix seront difficiles pour le gouvernement au lendemain de la crise financière.**



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

**Trop souvent, les enfants sont laissés à eux-mêmes, les parents ayant abdiqué leurs responsabilités.**

# Ces parents qui décrochent

## Le problème du décrochage scolaire commence d'abord à la maison, et non à l'école

NATHALIE D.
***L'auteure est enseignante dans une école primaire de la commission scolaire Marie-Victorin, à Longueuil. Exceptionnellement, «La Presse» a accepté d'omettre son nom de famille.***

On parle beaucoup ces temps-ci de décrochage scolaire. Eh oui, c'est inquiétant. On parle d'enfants, bien sûr. Mais est-ce qu'on parle de leurs parents? Est-ce qu'on parle de ces parents qui, eux, décrochent? Que le problème du décrochage, ça commence à la maison, et non à l'école?

Étant enseignante au primaire depuis 16 ans, je constate (et certains de mes collègues aussi) que le milieu scolaire a certes une part de responsabilité, mais la plus grosse revient aux parents. Des parents qui ne savent plus quoi faire avec leur progéniture, qui font fi de leurs responsabilités.

### Quelques exemples éloquents

• On appelle les parents à la maison ou au travail pour dire que leur enfant a manqué son autobus. On se fait répondre par le parent que ce n'est pas sa semaine, «envoyez-le au service de garde», ou qu'il n'a pas le temps, «qu'il marche»…

• On contacte un parent pour un problème de comportement. Il nous répond de nous arranger avec le titulaire et la direction, car il en a assez d'essayer de lui parler, à son enfant…

• On informe un parent que son enfant dérange (il parle, donne son opinion dans la classe sans lever la main) et répond à l'adulte sans cesse. On se fait répondre qu'il a le droit, son enfant, de s'exprimer ainsi…

• Un enfant se plaint à la maison d'être retiré de la classe continuellement, mais il omet de dire qu'il dérange sans cesse. Ensuite, l'enseignant se fait fustiger par le parent, car pendant ce retrait, son enfant n'apprend pas. Un parent qui a été avisé maintes fois…

**Où est le parent qui met des balises, des repères, qui ÉDUQUE, qui responsabilise, qui donne l'exemple? Où est-il?**

Où est le parent dans tout ça? Le guide, celui qui pourvoit aux besoins affectifs, moraux et physiques de son enfant? Celui qui met des balises, des repères, qui ÉDUQUE, qui responsabilise, qui donne l'exemple. Où est-il?

Oui, la réforme est un échec. C'était à prévoir.

Mais le décrochage, ça concerne, de prime abord, les parents. Le milieu scolaire ne peut tout régler par lui-même.

C'est vraiment désolant et inquiétant de constater le nombre de parents absents, dont les enfants sont laissés à eux-mêmes, qui sont peu motivés parce que les parents ont abdiqué.

Combien d'enfants ai-je dans ma classe dans cette situation? Il y a des journées où nous avons le goût de pleurer. Comment, en tant qu'enseignante, puis-je donner le goût de la réussite à un enfant qui a de tels parents?

Un enfant qui n'a plus de guide (lire: parents) à la maison a le droit de faire ce qu'il veut. Il n'en a rien à cirer de ses résultats scolaires. Car ce qu'il veut faire, c'est ce qu'il veut, n'importe où, n'importe quand. Au diable l'effort!

«Mes parents, eux, s'en foutent, de toute façon. Ils me laissent faire ce que je veux. À quoi bon?» Bel exemple…

Il serait grand temps de passer du temps EGO.COM au temps RESPONSABILITE.COM.

# Le gros bon sens

## Et si on permettait simplement aux professeurs qui aiment les jeunes et l'enseignement de faire leur travail?

CATHERINE FOL
***L'auteure est enseignante en sciences au Collège Sainte-Marcelline, à Montréal.***

On s'est alarmé à grands cris cette semaine du taux effarant de décrochage scolaire à Montréal. Je m'étonne d'entendre le même discours décennie après décennie.

Il y a 30 ans déjà, moi-même élève dans une mauvaise école publique (car bien sûr, il y en a toujours eu des bonnes et des mauvaises), je suppliais mes parents de m'envoyer dans une école privée. Mon argument? «Je veux apprendre, je veux apprendre, je veux apprendre!» J'ai toujours pensé que si j'étais restée à l'école du quartier, j'aurais décroché. C'est un signe de bonne santé mentale pour certains élèves. Si les cours sont ennuyants, si on n'est pas stimulé, si on a l'impression de «faire du temps», ne vaut-il pas mieux réagir et sortir du système?

Je suis surprise d'entendre surtout ces messieurs et dames, dirigeants de syndicats de professeurs, réclamer la fermeture des écoles privées. Que font-ils pour améliorer la qualité de l'enseignement? Les conventions collectives sont si rigides qu'elles empêchent des professeurs qualifiés et passionnés d'enseigner leur matière. Ancienneté oblige. Dans ces circonstances, même Albert Einstein, s'il avait été qualifié en pédagogie, aurait dû commencer au bas de l'échelle. Je l'imagine enseignant la gymnastique ou peut-être le cours d'éthique et culture religieuse.

Dans un monde où de plus en plus de travailleurs mènent deux ou trois carrières, on ne reconnaît aucune expérience professionnelle à celui qui entre dans la profession pour un salaire de débutant. Parce qu'il était intelligent, il aurait, comme plusieurs enseignants aujourd'hui, choisi une école privée où il aurait pu négocier ses conditions de travail plus librement et sans se taper la bureaucratie des commissions scolaires. Nos amis syndicalistes, toujours aussi corporatistes, auraient crié au scandale: «Pourquoi ce bon enseignant s'en va-t-il travailler au privé? Traître perfide!»

Et si on cherchait des solutions simplement en utilisant le bon sens? Si on permettait à ceux qui aiment les jeunes et l'enseignement de faire leur travail? Si on arrêtait de leur mettre dans les pattes des réformes inachevées, des documents ministériels si lourds et au vocabulaire inénarrable? Si collectivement, on respectait un peu plus le travail de ceux qui élèvent nos enfants, souvent à notre place? Alors peut-être l'école irait mieux. Peut-être deviendrait-elle le stimulant de culture que tous voudraient fréquenter.

**POUR NOUS JOINDRE** *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
**VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?** Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**
**VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION?** **forum@lapresse.ca**

**RÉDACTION** (514) 285-7070 **commentaires@lapresse.ca**
**ABONNEMENT** (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 **cyberpresse.ca/abonnement**
**PETITES ANNONCES** (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 **petitesannonces@lapresse.ca**
**DÉCÈS** (514) 285-6816 **deces@lapresse.ca**
**CARRIÈRES** (514) 285-7320 **carrieres@lapresse.ca**
**PUBLICITÉ** (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est. Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

## SOUS LA LOUPE

# Ah non, pas la retraite !

MARC TISON

Laure fait face à un dilemme qu'elle doit résoudre très rapidement. La femme de 64 ans travaille pour une grande entreprise de la région métropolitaine. « Un problème surgit juste avant ma retraite, explique-t-elle. Ma compagnie ayant fait de nombreuses mises à pied après une quasi-faillite, les employés épargnés ont dû mettre les bouchées triples afin de maintenir la tête hors de l'eau. »

Ce surcroît de travail a fait des dégâts. « C'est dur, vous ne pouvez pas savoir. Ils ont éliminé tellement de postes ! » Elle en a payé le prix. Elle est en arrêt de travail depuis quatre mois pour épuisement professionnel. « Quand ça survient, poursuit-elle, on est regardé de travers. C'est mon premier congé de maladie. » L'entreprise lui a récemment proposé un départ volontaire assorti du paiement forfaitaire d'une année de salaire, soit 65 000 $. Mais la somme sera soumise à une importante ponction fiscale. Et Laure ne commencera à toucher la rente de retraite de son employeur qu'à 65 ans, au milieu de l'été. « Jusque-là, qu'est-ce que je fais ? » demande-t-elle.

Devrait-elle accepter l'offre ? « Tous mes calculs étaient basés sur le fait que j'allais travailler jusqu'à 67 ans », dit-elle. Elle ne voulait prendre sa retraite qu'après avoir entièrement payé son appartement. « Est-ce qu'il vaudrait mieux que je rembourse mon hypothèque tout de suite ? »

### Les constats

Mathieu Gallant, planificateur financier pour BMO Groupe financier, résume le dilemme : Laure peut accepter les 65 000 $ et cesser de travailler, ou les refuser et retourner au travail.

Le choix paraît simple et la réponse, évidente, mais Laure désirait continuer à travailler.

Pour appuyer sa réflexion, le planificateur constate d'abord que l'appartement de Laure, d'une valeur de 162 000 $, est presque entièrement payé. Le solde hypothécaire de 9000 $ sera acquitté en mai 2010.

En congé de maladie, elle touche presque son plein salaire. Mais tout peut basculer rapidement. « Son emploi est très incertain », relève M. Gallant.

Le régime de retraite de son employeur lui assure une rente non indexée de 1399 $ par mois, soit 16 800 $ par année. Cette rente n'est pas coordonnée à la RRQ. Il n'y aura donc aucune réduction quand la rente de la RRQ s'y ajoutera.

Laure veut maintenir à la retraite un revenu net de 30 000 $, ce qui correspond à environ 60 % de son revenu actuel. « La norme en planification financière en matière de couverture des besoins à la retraite est de 70 % », rappelle notre planificateur.

Le portefeuille enregistré de Laura, principalement constitué de titres à rendement garanti, vaut 30 000 $, souligne-t-il encore. Ses droits de cotisation au REER non utilisés atteignent 48 000 $.

### La recommandation

« Je recommande à Laure de prendre la somme forfaitaire et de la verser dans son REER », tranche Mathieu Gallant. En raison des risques que son poste soit aboli sous peu, mieux vaut profiter immédiatement de l'offre qui lui est faite.

Cette recommandation est en large partie motivée par des raisons fiscales. Avec ses droits de cotisation REER inutilisés, Laure soustrairait déjà 48 000 $ à l'impôt. Parce qu'elle a été engagée avant 1996, une autre portion de 14 000 $ pourrait être versée directement au REER à titre d'allocation de retraite. De son indemnité de 65 000 $, 3000 $ demeureraient donc à portée du fisc.

Si Laure accepte l'indemnité, 2009 devient une année charnière. Elle commencera à toucher la rente de retraite du régime de son employeur, mais elle ne recevra sa pension de la Sécurité de la vieillesse que dans le mois suivant son 65e anniversaire, au milieu de l'été. Pour faire le pont, peut-être devra-t-elle puiser dans les sommes qu'elle espérait soustraire à l'impôt.

Si Laure souhaitait néanmoins trouver un autre emploi – et dans la mesure où son salaire et ses rentes de retraite lui permettraient d'atteindre son objectif d'un revenu net de 30 000 $ –, le planificateur lui conseille de reporter le versement de la rente de la RRQ à l'année de sa cessation définitive d'emploi. « En plus de limiter l'imposition du revenu pour les années où la rente ne sera pas déclarée, elle sera majorée à concurrence de 6 % par année », explique-t-il.

Autre dilemme, le remboursement immédiat de son hypothèque permettrait à Laure de dégager des liquidités supplémentaires de 611 $ par mois. Mais les 9000 $ nécessaires, puisés dans son indemnité de départ, réduiraient d'autant les sommes disponibles pour pallier un éventuel manque à gagner en 2009. Sans doute vaut-il mieux attendre l'échéance de ses 65 ans pour bien jauger le budget disponible.

Néanmoins, rappelle le planificateur, « l'appartement est un actif tangible dans le patrimoine de Laure ». Sa valeur va progresser au rythme du marché immobilier, et il pourrait servir « d'outil de financement et aussi de bas de laine ».

Un bas de laine qui arrivera à point nommé.

En supposant un taux d'inflation de 3 % et un rendement de 4 % sur ses investissements, Laure ne pourra maintenir son train de vie de 30 000 $ par année que jusqu'à 77 ans. Ses épargnes REER seraient alors épuisées, à court de 13 ans sur le barème d'une espérance de vie de 90 ans. Son revenu s'en trouverait réduit chaque année de 11 000 $ en dollars courants, déficit qui s'accroîtrait avec l'inflation. « La vente de l'appartement serait alors une solution pour atteindre son objectif de retraite », dit M. Gallant. Ce capital lui donnera un dernier élan jusqu'à 90 ans.

### LES CHIFFRES

Laure, 64 ans

Revenus : **65 000 $**

REER : **30 000 $**

Droits de cotisation inutilisés : **48 000 $**

Rente de retraite de l'employeur : **1400 $ par mois à 65 ans**

Appartement en copropriété : valeur de **162 000 $**

Solde hypothécaire de **9000 $**



***« Si la cliente a la possibilité d'épargner durant sa retraite, le compte CELI sera une stratégie d'épargne à envisager. »***

MATHIEU GALLANT,
planificateur financier, BMO Groupe financier

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

**Écrivez-nous !** Vous aimeriez qu'un planificateur financier examine votre situation ? Investissement, immobilier, retraite, héritage, impôt, crédit, budget… Quelle que soit la nature de vos questions, écrivez-nous ! Les dossiers retenus seront analysés par un spécialiste, dans le cadre de la chronique « Sous la loupe ».

**Voici notre adresse :** À vos affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
ou notre courriel : **avosaffaires@lapresseaffaires.com**

# Secret bancaire : la Suisse et le Luxembourg rassurés avant le G20

SOPHIE LAUBIE
AGENCE FRANCE-PRESSE

**BRUXELLES** — Le Luxembourg, la Belgique, l'Autriche et la Suisse ont obtenu l'assurance des dirigeants de l'UE qu'ils ne figureront pas sur une liste noire des paradis fiscaux au sommet du G20, après leurs récentes concessions sur le secret bancaire.

« Le Luxembourg, l'Autriche, la Suisse » ont « pleinement accepté les standards de l'OCDE », l'Organisation de coopération et de développement économiques, en matière de coopération fiscale et par conséquent, ils ne seront « plus sur la liste », a assuré le premier ministre tchèque Mirek Topolanek, dont le pays préside l'UE, lors d'un sommet européen à Bruxelles.

« Il y a une unanimité des 27 pour dire que les pays qui ont fait des concessions, le Luxembourg, l'Autriche et la Suisse, ne doivent pas être sur la liste des paradis non coopératifs », a renchéri le président français Nicolas Sarkozy.

Ces pays étaient depuis plusieurs mois dans le collimateur de la communauté internationale, pour qui la crise financière s'explique aussi par le manque de transparence du système, ce qui autorise tous les abus. Ils risquaient d'être montrés du doigt au prochain sommet du G20 de Londres.

L'annonce européenne a été accueillie comme un « signal positif » par la Suisse.

Le premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, a indiqué de son côté avoir reçu une garantie de la France et de l'Allemagne lors de la réunion. « L'Autriche, la Belgique et le Luxembourg ne figureront pas sur la liste », a-t-il dit.

Le président français, qui est coprince d'Andorre, a estimé que la principauté n'avait « pas vocation à être sur la liste », elle non plus, car elle « a annoncé (qu'elle allait) respecter la convention » de l'OCDE.

En revanche, il a adressé une mise en garde au Royaume-Uni, soulignant que ses territoires qui ne respectent pas les règles internationales, comme les îles Caïmans, devaient aussi rentrer dans le rang. « La crédibilité de ce qu'on fera dépend de notre capacité à refuser toute exception », a-t-il dit.

Et dans le cas contraire, « nos banques ne devront pas travailler avec des endroits qui seront sur la liste des paradis fiscaux », a-t-il averti.

Paris et Berlin ont mené ces derniers mois la fronde contre les pays qui pratiquent le secret bancaire en Europe, brandissant la menace de mesures de rétorsion à leur encontre.

Face à la pression, la Belgique, l'Autriche, le Luxembourg et la Suisse, tout comme le Liechtenstein ou Andorre, ont annoncé coup sur coup un assouplissement de leurs législations nationales sur le secret bancaire.

La Belgique a annoncé sa suppression pure et simple dès 2010, au lieu de 2011 comme envisagé dans un premier temps.

Le Luxembourg et l'Autriche ont de leur côté accepté de coopérer avec les autres pays en échangeant des informations bancaires en cas de soupçons de fraude fiscale. Quant à la Suisse, elle a annoncé qu'elle allait se conformer aux standards de l'OCDE.

Si ces pays échappent bien aux foudres du G20, la température devrait un peu retomber en Europe sur le sujet, après la vive polémique qui a opposé Berne à Berlin depuis plusieurs jours.

Le ministre des Finances allemand, Peer Steinbrück, a provoqué un incident en comparant la Suisse aux « Indiens qui fuient devant la cavalerie » face aux menaces de liste noire. Il s'est attiré une pluie de critiques, certains en Suisse le comparant à un nazi.

## DILBERT




### ÉCRIVEZ-NOUS !

Le cahier *À vos affaires* du dimanche traite de vos préoccupations en matière de consommation, de finances personnelles et de formation. N'hésitez pas à nous faire part de vos suggestions et commentaires.

**POUR NOUS JOINDRE** *La Presse Affaires*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
**lpa@lapresseaffaires.com**

## SUDOKU

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 8 | | | 4 |
| | 9 | | 2 | 5 | | | 3 | 8 |
| | | 5 | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | 9 | | | 6 | 5 | |
| 9 | | | | 2 | | | | |
| 7 | | | | 4 | | | | |
| | 1 | 8 | | | 6 | | | 3 |
| 5 | | 6 | | 9 | | | 8 | |

Niveau de difficulté : TRÈS DIFFICILE 1314

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

**Solution du dernier sudoku**

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 7 | 9 | 8 | 2 | 5 | 6 | 3 | 4 | 1 |
| 6 | 2 | 3 | 4 | 1 | 8 | 5 | 7 | 9 |
| 1 | 4 | 5 | 3 | 9 | 7 | 8 | 6 | 2 |
| 5 | 6 | 9 | 7 | 2 | 4 | 1 | 3 | 8 |
| 3 | 8 | 7 | 1 | 6 | 9 | 4 | 2 | 5 |
| 2 | 1 | 4 | 8 | 3 | 5 | 7 | 9 | 6 |
| 4 | 5 | 6 | 9 | 8 | 3 | 2 | 1 | 7 |
| 9 | 3 | 1 | 5 | 7 | 2 | 6 | 8 | 4 |
| 8 | 7 | 2 | 6 | 4 | 1 | 9 | 5 | 3 |

Par Fabien Savary 1313

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site **www.les-mordus.com** ou écrivez-nous à **info@les-mordus.com**

# CONSO



## LE RETOUR DU TROC?

Peter Dohanich, un directeur de funérailles, a diffusé une annonce sur Craiglist.com afin de dénicher un ouvrier pour reconstruire sa terrasse en échange de... funérailles gratuites. Il estime que les travaux valent de 6000$ à 10 000$. Le coût moyen d'un service funéraire aux États-Unis est de 7300$, selon l'Association nationale des directeurs de funérailles.

## EN VRAC

FRANÇOIS PERREAULT, COLLABORATION SPÉCIALE

### BURGER KING DANS LA MODE

Burger King vient de lancer à Chicago et à Orlando un comptoir à Whopper jumelé à une boutique-studio. Les visiteurs peuvent notamment y créer à l'aide d'écrans tactiles des t-shirts et d'autres vêtements inspirés de l'identité de la chaîne de restauration rapide. Des t-shirts préconçus y sont aussi offerts pour 21,95$.

### PAS DE PLACEMENT CHEZ LES ANGLAIS

Après un récent test de trois mois, le gouvernement britannique vient d'interdire le placement de produits à la télé au moins jusqu'en 2011. «Les essais ont seulement démontré que l'intégration de produits brouillerait la frontière qui sépare la publicité du contenu», a expliqué le secrétaire à la Culture, Andy Burnham.

## LES BONS COMPTES FONT LES BONS AMIS

# Montréal-Paris, le carburant en sus

**LE PRODUIT**
Des billets d'autocar et d'avion.

**LE HIC**
Plusieurs transporteurs imposent encore des suppléments pour le carburant, même si le pétrole vaut trois fois moins cher que l'été dernier.

**AU BOUT DU COMPTE**
Les transporteurs aériens, qui relèvent du gouvernement fédéral, peuvent ajouter autant de frais qu'ils veulent aux prix qu'ils affichent, même si cette pratique est décriée par les consommateurs.

STÉPHANIE GRAMMOND

Les transporteurs aériens ont habitué leurs passagers à payer un léger supplément pour des services, comme une collation durant le vol, des écouteurs pour le film ou encore un siège près du hublot.

Mais le carburant? Comment justifier que les transporteurs exigent encore des suppléments aussi lourds, alors que le prix du pétrole vient de subir la chute la plus marquée de son histoire?

Même si certaines compagnies ont réduit ou aboli les suppléments pour le carburant, la pratique reste généralisée dans l'industrie aérienne.

Par exemple, Air Canada exige un supplément de 225$ pour un vol aller-retour Montréal–Paris de 652$. Cela gonfle le prix d'un tiers. Il est vrai qu'Air Canada a retiré les suppléments qu'il avait instaurés sur les vols nord-américains lorsque le pétrole voguait à un sommet de plus de 145$US le baril (la semaine dernière, il valait trois fois moins). Mais dans le cas des vols outre-mer, le transporteur n'a apporté aucune modification récente à ses suppléments, a précisé la porte-parole Isabelle Arthur.

De son côté, Air Transat a réduit de 150$ à 90$ le supplément pour les forfaits soleil, cet hiver. «Le supplément, c'est une chose. Mais le coût final, c'en est une autre», nuance le porte-parole Jean-Michel Laberge.

Le coût des forfaits tout inclus dans le Sud n'a jamais été si bas, assure-t-il. Dans l'industrie, les prix ont baissé d'environ 35% par rapport à 2001. «Au final, le prix demeure extrêmement bas», dit M. Laberge.

De plus, Air Transat a diminué les suppléments pour le carburant pour la saison estivale. Pour un vol aller-retour, le supplément a baissé de 250$ à 224$ vers Londres, de 220$ à 154$ vers l'Irlande, et de 290$ à 230$ vers la Belgique et toutes les villes françaises, sauf Paris, qui reste à 230$.

Malgré ces réductions, les suppléments pour le carburant forment encore une portion importante du prix du billet. Pourquoi? «Nous achetons une partie du carburant à l'avance. C'est le coût que l'entreprise doit payer, même si le prix fluctue», explique M. Laberge.

Beaucoup de transporteurs utilisent de telles stratégies de couverture. Des compagnies comme Southwest Airlines ont été très habiles à se prémunir contre la hausse du prix du pétrole, en fixant leur prix d'achat à l'avance. Mais elles se sont fait attraper quand le prix est retombé, indique Jacques Roy, professeur à HEC Montréal, spécialiste du transport.

«Mais ce n'est pas juste d'imposer des suppléments pour cela», considère-t-il. Les suppléments pour le carburant devraient découler d'une augmentation imprévisible des prix. Mais présentement, c'est l'inverse: les prix sont en chute libre. On devrait donc plutôt parler de «supplément pour la mauvaise gestion du risque», ironise-t-il.

Peu importe le nom qu'on leur donne, les suppléments font tiquer. «Ça ouvre la porte sur un autre débat: Quand est-ce qu'on aura un prix total qui est affiché dès le départ?» demande Claude Péloquin, analyste au Réseau de veille en tourisme de l'UQAM.

Présentement, les publicités de billets d'avions envoient un message confondant pour les consommateurs, estime-t-il. La confusion est encore plus grande du fait que les voyagistes et les transporteurs aériens sont soumis à des lois différentes.

Au Québec, les agents de voyages et les grossistes doivent afficher des prix «tout inclus», comme l'exigent les règlements afférents à la Loi sur les agents de voyages.

De leur côté, les transporteurs aériens n'ont pas cette contrainte. Comme ils relèvent du fédéral, ils peuvent annoncer les prix qu'ils veulent pour attirer des clients, quitte à ajouter une série de frais et de suppléments juste avant de boucler la transaction.



**Vous êtes tombé dans un piège? Vous souhaitez dénoncer des pratiques commerciales douteuses? Faites-nous part de vos problèmes de consommation. Écrivez-nous en fournissant vos coordonnées. Notre adresse:**

**À VOS AFFAIRES**
La Presse / Rédaction, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, Québec, H2Y 1K9
**Notre courriel: avosaffaires@lapresseaffaires.com**
a/s Stéphanie Grammond, Journaliste, La Presse Affaires, 514 285-7070

## PRODUIT EN QUESTION

# S'entraîner... comme un cosmonaute?



FRANÇOIS PERREAULT
COLLABORATION SPÉCIALE

Lancée aux Pays-Bas en 1999, la plateforme d'entraînement Power Plate demeure peu connue ici. Cet appareil utilise un principe de vibrations afin d'aider les utilisateurs à tonifier et à renforcer leurs muscles. Cette technique était employée dans les années 60 par des cosmonautes pour lutter contre les effets de l'apesanteur.

Le Power Plate consiste en une plateforme sur laquelle on réalise des exercices parfois aussi simples que des *push-up* et des flexions de jambes. Toutefois, comme la plateforme vibre, elle provoque un déséquilibre constant qui doit être neutralisé par la réaction de réflexe des muscles, de 25 à 50 fois par seconde selon le degré de vibration programmé.

«Avec ces vibrations, les fibres musculaires sont sollicitées différemment que lorsque les mêmes exercices sont exécutés sur un plancher stable, explique Caroline Pitre, kinésiologue et vice-présidente d'Énergie Cardio. Puisque la surface d'entraînement est «inconfortable», le corps est forcé de réagir en mettant toujours les muscles en état de contraction. «Par conséquent, on note plus rapidement une amélioration.»

Le site du fabricant propose une trentaine d'exercices, un nombre qui pourrait être augmenté en agrandissant la surface de l'appareil, estime Caroline Pitre. En raison de son prix et de l'espace qu'il nécessite, elle croit par ailleurs que Power Plate se fera découvrir ici d'abord dans les centres de conditionnement physique plutôt que dans les résidences. «Il ne remplacera pas les instruments de musculation existants, mais il a un potentiel intéressant pour les gens qui désirent apporter de la variété à leur routine d'entraînement.»

**PRÉCISION**
Une phrase dans la rubrique «Acheter mieux» du 15 mars pouvait laisser penser que les médicaments Orsilat, Xénical et Alli étaient en vente libre ici, ce qui n'est pas encore le cas. Ils sont bien offerts, mais toujours sur ordonnance.

## L'AFFAIRE EST DANS LE SAC

# Kayak et caisse de lait



Modélisation 3D de la coque.

MARC TISON

Quel est le rapport entre le design d'un kayak et les caisses de sacs de lait? Vous allez comprendre.

Le fabricant lavallois d'embarcations légères Pelican a longtemps confié en sous-traitance le design de ses pédalos, kayaks et autres traîneaux. L'entreprise emploie maintenant deux designers industriels et un technicien en design. En équipe avec deux ingénieurs chargés de projets, ils conçoivent des «plateformes» d'embarcations qui se déclineront en différents modèles plus ou moins équipés, de même façon qu'en construction automobile.

Prenez par exemple le plus récent kayak de pêche à coque fermée de la gamme Elite (de type *sit-on-top*, dit-on dans le milieu). Le Strike est offert en version courte sans gouvernail, et avec gouvernail en modèles de 13 et 15 pi. La coque est constituée de deux feuilles de polyéthylène, chauffées et formées contre des moules, puis assemblées et soudées sur leur pourtour.

Il y a le dessus, et il y a le dessous.

Le dessus, on s'y assoit. C'est l'endroit où le designer – dans le cas du Strike, il s'agit de Réjean Boyer – peut déployer son ingéniosité, sa créativité, ses connaissances en ergonomie.

Conçu pour les pêcheurs, le Strike est muni de chaque côté d'une cavité pour le manche des cannes à ligne dormante. Un autre porte-canne est installé entre les jambes du pêcheur, inclinable et pivotant celui-là.

Le directeur recherche et développement Philippe Leblanc, qui était l'ingénieur chargé de projet pour le Strike, souligne particulièrement la plaque de montage fixée aux pieds du pagayeur – une caractéristique unique sur le marché, assure-t-il. Le pêcheur passionné peut personnaliser son embarcation et y installer son GPS, son sonar ou tout autre gadget porte-bonheur. Ils seront vissés sur cette plaque amovible plutôt que directement sur la coque.

L'ergonomie du siège est étudiée pour accueillir les postérieurs de tous gabarits, américain surdimensionné notamment, car 70% de la production prend le chemin des États-Unis. Non seulement faut-il que ce siège soit confortable dans le sens longitudinal du kayak, mais il doit en plus permettre au pêcheur de s'asseoir en travers de l'embarcation, jambes pendantes dans l'eau, question de taquiner le poisson en toute quiétude.

Pour le dessous, c'est autre chose. On plonge dans un autre univers, où la forme est strictement et uniquement dictée par la fonction. Or, il n'y a pas de cours d'architecture navale pour le dessin de kayak. La coque est dessinée selon la méthode immémoriale: à l'œil, à l'intuition, à l'expérience, à l'essai. Le concept sera souvent concrétisé en une maquette grandeur nature, usinée dans un bloc de mousse de polystyrène et recouverte de fibre de verre. «Nous l'essayons en eau pour valider le profil de la coque et vérifier si le comportement est bon», indique Philippe Leblanc. Avec des spécialistes du kayak, ils testent en piscine les diverses propositions, les comparent à d'autres kayaks, en raffinent les lignes.

L'arrière du Strike rappelle celui d'une camionnette, avec son espace de chargement creusé, parcouru de nervures, et recouvert d'un treillis élastique. Il a été dessiné exprès pour recevoir et retenir une de ces caisses de plastique servant à la manutention des sacs de lait. «On a remarqué que les pêcheurs les utilisent souvent pour transporter leur équipement, explique Philippe Leblanc. Ça faisait partie des critères de design.»




Version pour la pêche, avec son accastillage.



Vues en élévation et en plan du kayak de pêche Strike 150.

MONDE

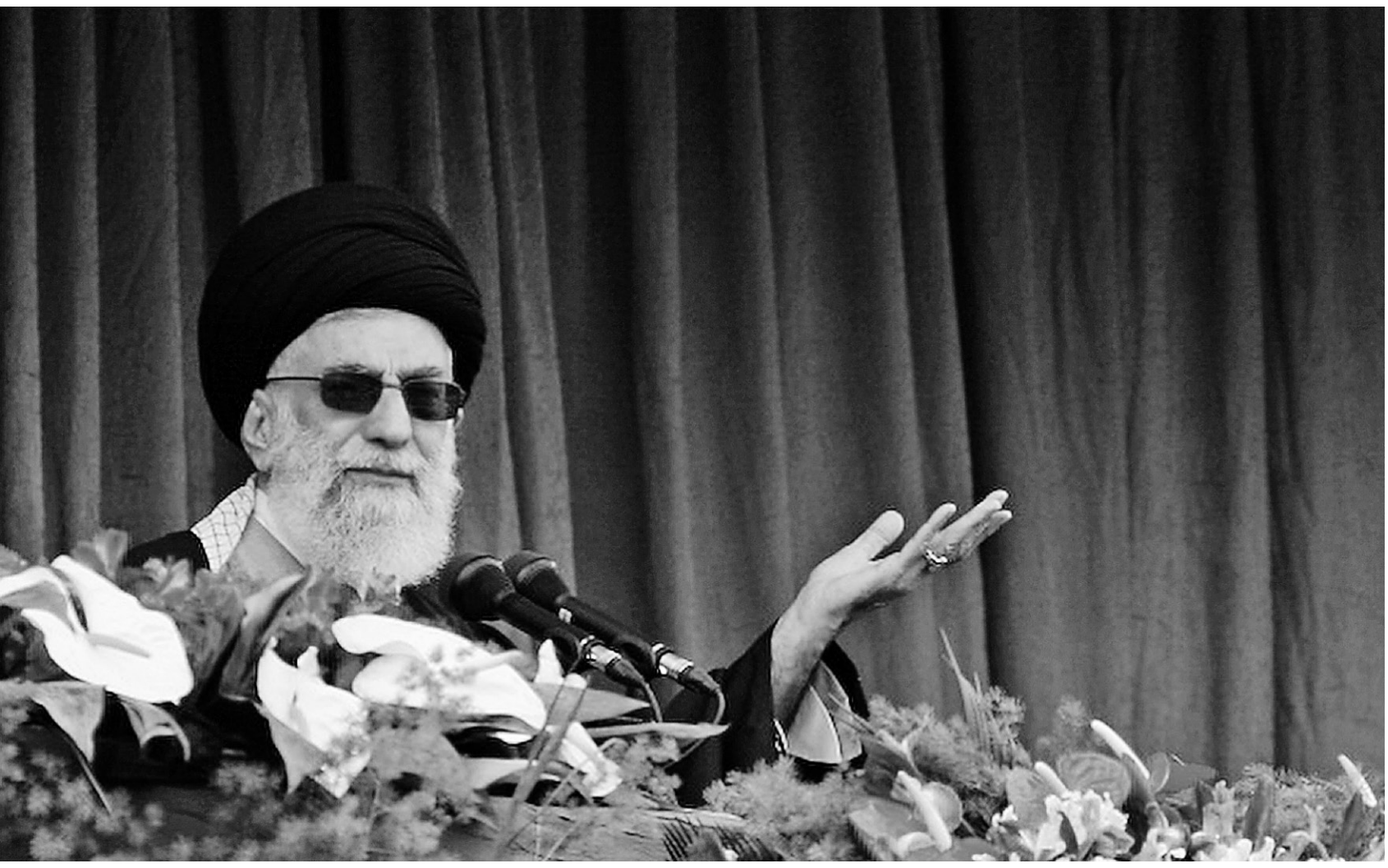


PHOTO REUTERS/FARS NEWS

**Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, s'est exprimé devant plusieurs milliers de personnes rassemblées dans la ville sainte de Machhad (Nord-Est), à l'occasion de Nowrouz (Nouvel An perse).**

# « Changez, et notre attitude changera »

## Le guide suprême de l'Iran réplique à Obama

ASSOCIATED PRESS

**TÉHÉRAN — Malgré la main tendue de Barack Obama, l'ayatollah Ali Khamenei ne voit « aucun changement » dans la politique américaine vis-à-vis de Téhéran. Au lendemain de la diffusion du message vidéo du président des États-Unis, le guide spirituel de l'Iran a assuré hier que les Américains « scandent le slogan du changement, mais aucun changement n'est visible en pratique ».**

Dans un message vidéo diffusé vendredi à l'occasion du Nowrouz (Nouvel An perse), le président américain assure que son « administration s'en tient aujourd'hui à la diplomatie pour appréhender toutes les questions qui se posent ». Il ajoute que l'Iran doit reprendre sa « place légitime dans la communauté des nations », mais pas « par la terreur ou les armes ».

Dans un discours prononcé devant des dizaines de milliers de personnes dans la ville sainte de Mashhad, hier, l'ayatollah Khamenei a reproché aux dirigeants américains de continuer à accuser son pays de soutenir le terrorisme.

« Ils scandent le slogan du changement, mais aucun changement n'est visible en pratique. Nous n'avons vu aucun changement », a lancé le guide suprême dans son discours, diffusé en direct sur la télévision d'État.

Ali Khamenei estime que la rhétorique de Barack Obama ne varie en rien de celle de son prédécesseur George W. Bush. « Il a insulté la République islamique d'Iran dès le premier jour », a-t-il reproché au président démocrate. « Si le changement est effectivement arrivé, où est-il ? Quel est le signe de ce changement ? Montrez-nous clairement que ça a changé. »

Le guide suprême iranien a toutefois laissé la porte entrouverte à une éventuelle amélioration des liens avec les États-Unis. « Changez, et notre attitude changera, a-t-il dit. Si vous ne changez pas d'attitude, sachez que notre peuple s'est renforcé, est devenu plus fort au cours des 30 dernières années. »

L'ayatollah Khamenei a égrené la longue liste des doléances iraniennes, notamment les sanctions économiques américaines imposées après la Révolution de 1979 et le soutien de Washington à Saddam Hussein durant la guerre Iran-Irak (1980-1988). Il a également accusé Washington d'attiser les tensions ethniques en Iran.

« Est-ce que vous avez dégelé les avoirs iraniens ? a demandé Ali Khamenei. Est-ce que vous avez levé les sanctions oppressives ? Est-ce que vous avez cessé de couvrir de boue la grande nation iranienne et ses responsables ? Est-ce que vous avez mis fin à votre soutien inconditionnel au régime sioniste ? Même le langage reste inchangé. »

### « Style iranien classique »

La réponse de l'ayatollah Khamenei est plus qu'un camouflet. Elle éclaire la façon de fonctionner de la théocratie iranienne et comment elle va dicter le ton et le rythme de tout nouveau pas franchi par Obama.

« C'est la première étape des négociations dans le style iranien classique : être dur et exagérer cette intransigeance », souligne Abdulkhaleq Abdulla, professeur de sciences politiques à l'Université des Émirats arabes unis. Les dirigeants iraniens n'en sont pas encore aux concessions. Il s'agit toujours d'idéologie, du point de vue iranien. »

Pour Ali Khamenei et son cercle rapproché, cela revient à rester fidèle à la révolution islamique de 1979 et à la rhétorique politique de rejet des États-Unis. Un geste trop rapide d'assouplissement des relations avec Washington pourrait apparaître aux yeux des radicaux comme une trahison.

Les dirigeants iraniens mesurent aussi avec précaution comment tout ouverture, même infime, pourrait peser sur l'élection présidentielle du 12 juin qui oppose le président Mahmoud Ahmadinejad, qu'ils soutiennent, aux réformistes menés par l'ancien premier ministre Mir Hossein Mousavi. « C'est pour cela que ce sera un processus très lent, très compliqué entre l'Iran et les États-Unis, explique Abdulkhaleq Abdulla. Même la théocratie peut être pragmatique. Quand ils sentiront qu'il est de l'intérêt national de tendre la main à l'Amérique, ils trouveront un moyen de le faire. »

### NUCLÉAIRE IRANIEN : « AUCUNE PREUVE », SELON MOSCOU

Le ministre des Affaires étrangères de la Russie, Sergueï Lavrov, a affirmé hier qu'il n'y avait « aucune preuve que l'Iran avait décidé de fabriquer l'arme nucléaire » et a appelé du même souffle la communauté internationale à « négocier » avec « respect » avec Téhéran. « Les manipulations nécessaires dans les centrifugeuses iraniennes » afin de passer de la production d'uranium légèrement enrichi pour le nucléaire civil à de l'uranium suffisamment enrichi pour une utilisation militaire « seraient immédiatement détectées par les caméras (de l'Agence internationale de l'énergie atomique) », a souligné le chef de la diplomatie russe lors d'un débat à Bruxelles. Ce qu'il faut utiliser avec l'Iran « ce sont des négociations, du respect, du dialogue », notamment « sur tous les problèmes du Proche-Orient », a ajouté M. Larvrov, citant l'Irak et le Liban, mais aussi le Pakistan et l'Afghanistan. AFP

## TOUR DU GLOBE

### VATICAN
### Mise au point

Le Vatican a fait une mise au point hier sur les propos controversés du pape Benoît XVI au sujet de l'avortement, précisant qu'il « ne parlait pas d'avortement thérapeutique » mais déplorait « une large utilisation de l'avortement comme moyen de contrôle des naissances ». Arrivé vendredi en Angola, le pape a par ailleurs exhorté hier les fidèles de ce pays très majoritairement catholique à travailler à la conversion de ceux qui croient aux « esprits » et aux « pouvoirs maléfiques » de la sorcellerie. AFP et AP

### AFGHANISTAN
### Attentats pour le Nouvel An

Onze personnes ont été tuées hier dans deux attentats perpétrés dans l'est de l'Afghanistan, endeuillant les festivités de Nowrouz, le Nouvel An perse. Dans le même temps, à Bruxelles, l'émissaire américain pour l'Afghanistan, Richard Holbrooke, a plaidé pour un net renforcement des effectifs et de la qualité de la police afghane pour les mois et les années à venir. « La police a vu ses effectifs passer récemment de 78 000 à 82 000. En d'autres termes, ils n'ont pas réellement augmenté », a-t-il fait valoir. AP et AFP

### OTAN
### Obama ravi du retour de la France

Le président américain Barack Obama « accueille avec enthousiasme » la décision de la France de rejoindre le commandement militaire intégré de l'OTAN, que Paris avait quitté il y a 43 ans. « L'action de Nicolas Sarkozy a été essentielle et très appréciée, a-t-il déclaré hier dans un communiqué. « La participation de la France à la structure de commandement militaire de l'OTAN contribuera à une alliance plus forte et à une Europe plus forte. » AFP

### HONGRIE
### Démission

Le premier ministre de la Hongrie, le socialiste Ferenc Gyurcsany, a offert sa démission au congrès de son parti, hier à Budapest, pour aider son pays, l'un des plus durement frappés en Europe de l'Est, à sortir de la crise économique et financière. « Je comprends que je suis un obstacle à la majorité parlementaire nécessaire pour la mise en œuvre des réformes. J'espère être le seul obstacle, car je vais l'éliminer », a-t-il déclaré. À la tête d'un gouvernement minoritaire depuis près d'un an, M. Gyurcsany n'a cependant pas évoqué de successeur potentiel, ajoutant que le Parlement serait informé de sa décision demain. AFP

**Entrevue avec Michel Arsenault,** auteur de *Perdu en Afrique*

# L'Afrique sans fard

MATHIEU PERREAULT

Une religieuse qui se rend au repaire de l'Armée de résistance du Seigneur pour négocier la libération de ses pupilles, enlevées par une bande de fanatiques nihilistes de l'Ouganda. Un bébé perdu au beau milieu de l'exode des réfugiés hutus retournant au Rwanda. Le fils d'un célèbre footballeur guinéen qui parle avec l'accent acadien de Moncton, où il a étudié.

L'Afrique de Michel Arsenault est faite de « héros de la vie de tous les jours ». Le journaliste québécois, qui a visité la moitié de 54 pays du continent depuis 25 ans, raconte ses rencontres dans le livre *Perdu en Afrique*, qui vient de paraître. M. Arsenault s'était auparavant illustré avec une biographie de Lucille Teasdale, chirurgienne québécoise qui a longtemps œuvré en Ouganda.

« C'est quand je l'ai rencontrée en 1992 que j'ai vraiment eu la piqûre de l'Afrique », dit le journaliste en entrevue dans un café du Quartier latin. « J'étais allé quelques fois en Afrique auparavant, mais j'étais dépassé par les événements. C'est là que j'ai commencé à mieux comprendre le continent. J'ai dû faire ce que j'appelle mon mémoire de maîtrise pour la biographie de Lucille Teasdale. »

Jusqu'alors, il avait vaguement gardé la conviction, issue de ses études de sciences politiques, que la pauvreté de l'Afrique était due à l'exploitation au rabais de ses matières premières par les pays occidentaux qui lui vendaient à prix d'or des produits manufacturés. Au fil des années, la complexité de la société africaine et de ses maux lui est apparue plus clairement.

Au moment de l'entrevue, la déclaration papale sur les préservatifs qui « aggraveraient » le problème du sida en Afrique faisait les manchettes. C'est un sujet qui fait sortir M. Arsenault de ses gonds. « On commence à dire que l'inaction face au sida en Afrique est un crime contre l'humanité, soulève-t-il. Je sais bien qu'il n'y a pas pour le moment de fondement juridique pour cela, mais on pourrait penser que le pape pourrait en être accusé. »

Y a-t-il des études qui montrent que le pape a une influence réelle pour convaincre les Africains de délaisser le préservatif même s'ils ont une vie sexuelle à risque ? Non, répond M. Arsenault, reprenant le ton posé qui caractérise son livre, une trentaine de vignettes qui incarnent les divers problèmes de l'Afrique.

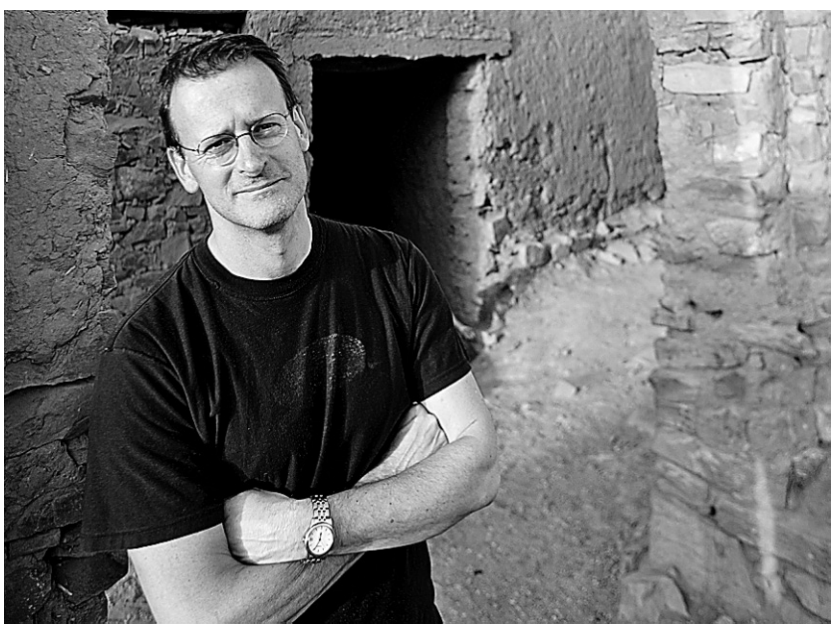


PHOTO FOURNIE PAR MICHEL ARSENAULT

**« C'est quand je l'ai rencontrée en 1992 que j'ai vraiment eu la piqûre de l'Afrique », affirme Michel Arsenault à propos de Lucille Teasdale, chirurgienne québécoise qui a longtemps œuvré en Ouganda.**

### Crédit, Chine, corruption…

Malgré sa réticence à verser dans l'« opinion », il accepte de parler du problème de la propriété collective de la terre, qui empêche les paysans d'avoir accès au crédit, et du rôle grandissant de la Chine en Afrique, qui selon lui va accroître la corruption et l'opacité des gouvernements en place. « Les lois occidentales ne sont pas parfaites, mais elles essaient de viser la corruption. Halliburton, l'ancienne compagnie de Dick Cheney, est poursuivie, par exemple. » Il estime que les sociétés minières canadiennes dont il connaît les projets en Afrique font des efforts pour respecter l'environnement et la population locale, même si elles font des erreurs. Par contre, il déplore que l'ACDI se détourne du continent pour se concentrer sur l'Amérique latine.

Né à la fin des années 50, le journaliste a grandi dans une famille « où on lisait *La Presse*, mais pas vraiment les pages internationales ». Son père était perchiste à Radio-Canada. Michel Arsenault a grandi dans un quartier marqué par l'immigration italienne et est allé à l'école anglaise.

Il dédie son livre à un professeur d'anglais du secondaire qui lui a enseigné qu'on peut avoir des réactions émotionnelles et intellectuelles vives face à ce qui se passe à l'étranger, notamment lorsqu'il est arrivé en classe hors de lui le 12 septembre 1973, au lendemain du renversement d'Allende au Chili.

Michel Arsenault habite à Paris depuis une dizaine d'années et travaille pour Radio-France Internationale en plus d'écrire pour la plupart des magazines québécois prestigieux, pour *Le Devoir*, le *Globe and Mail*, *Le Monde* et l'*International Herald Tribune*.